

bretagne action

**SI UN COUP D'ÉTAT
EUROPÉEN N'EST PAS
POSSIBLE, DE
MULTIPLES COUPS
D'ÉTAT RÉGIONAUX
LE SONT.**

Yann FOUÉRE in « L'Europe aux cent drapeaux ».

SOUS-information

Il paraît que nous sommes sur-informés. L'affirmation est juste pour qui parvient à digérer "Le Monde", "l'Express"; "RTL" et "24 heures sur la 2". L'abondance de la matière première vient à bout des meilleures volontés. On acquiert l'illusion de tout savoir. L'information est devenue comme la culture un vernis qu'on se doit d'entretenir pour être de "ceux qui savent"

Evidemment les mass-media ne nous cachent rien des événements qui ont un impact planétaire. Le débarquement du premier homme sur la lune, la mort de De Gaulle ont mobilisé la grande presse avide de gros titres : le sensationnel fait vendre. Pour ces sujets, le stade de la sur-information est largement dépassé, nous sommes parvenus à celui du matraquage, de la saturation.

Une nouvelle en chasse une autre. Devant cette avalanche, l'effort de synthèse est devenu impossible. L'univers télévisonnaire conduit à la facilité et au superficiel. Le recul indispensable au jugement et à l'esprit critique disparaît. Tout va plus vite; on apprend et on s'empresse d'oublier au jour le jour.

Si les media se croient obligés de nous tenir au courant dans les délais les plus brefs des derniers développements de l'affaire vietnamienne, du moindre incident qui pourrait surgir sur le canal de Suez, ils se gardent bien d'aborder ce qui constitue l'ESSENTIEL. L'absence de presse bretonne d'envergure nous plonge dans des situations paradoxales : Bogota nous est plus familier que Quimperlé. Saïgon n'a aucun secret pour nous tandis que Carhaix nous semble plein de mystère; ainsi le veut la télévision. Nous sommes à peine informés des usines qui ferment périodiquement ici et là; c'est sans intérêt pour les journalistes parisiens. Quant à la presse régionale, elle consacre à des événements de ce genre trois lignes dans un bas de page.

Mais qu'un coup d'Etat survienne en Bolivie voilà qui change tout et devient digne d'intérêt. Les salles de rédaction préfèrent l'exotisme sud-américain au bocage breton. L'objectivité veut qu'un général mexicain prenant le pouvoir, cela fasse une bonne manchette en première page; tandis que l'émigration et la désindustrialisation sont enterrées dans la chronique locale au-dessous des objets trouvés.

En Bretagne, nous souffrons de "sous-information" chronique, non seulement au stade de la synthèse, mais encore à celui du fait brut. Le conformisme de la presse régionale lui évite d'aborder les vrais problèmes; par principe elle évite tout sujet brûlant susceptible de déplaire au préfet. Et ce n'est pas demain que nous verrons les quotidiens "bretons" remettre en cause le centralisme parisien - ce dogme rétrograde qui est encore plus étouffant dans l'information que dans l'économie.

La constitution d'une presse bretonne puissante est un objectif prioritaire. Conquérir les esprits est à ce prix.

" BRETAGNE - ACTION "

é
d
i
t
o

BRETAGNE-ACTION... BRETAGNE-ACT

SOMMAIRE

22
23

EDITORIAL : SOUS-INFORMATION

MAXI-REGIONALISATION

POUR UN STATUT DE LA BRETAGNE

EUROPE ET LIBERTE

LA BRETAGNE ET LE REVEIL DES MINORITES

NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT

AUTOPSIE D'UN LCHEC

LA DUPRIE DU COLLECTIVISME

NANTES A L'HEURE DE L'EUROPE

AR ROUANTELEZH DIZUNVAN

DERACINEMENT CULTUREL

LCHOS BZH

VOCATION TOURISTIQUE

BRETAGNE-ACTION... BRETAGNE-ACTION

AUTOUR D'UN RECENT ARTICLE DE
LA REVUE DES DEUX-MONDES.

"OPERATION MAXI-REGIONALISATION"

Sortant de sa torpeur habituelle la très docte "REVUE DES DEUX-MONDES" a ouvert ses colonnes à une tribune "bien parisienne" sur le régionalisme et les régions de France. Entre autres signatures, nous avons relevé celles de Maurice FAURE, F. de ROUANET, J. QUETELET pour la Bretagne et Mr. L. JOXE. L'étude signée par le président du Mouvement Français pour la Décentralisation mérite d'être lue et analysée avec la plus grande attention.

UN NOUVEAU PROPHETE... Monsieur JOXE n'est pas, en effet, un petit personnage. Ancien Ambassadeur de France à Moscou, ancien secrétaire d'Etat à la Fonction Publique, il appartient au haut sérail gaulliste de toujours, au sérail occulte qui n'a cessé de gouverner la France depuis 25 ans. Voici maintenant qu'il joue les oracles et les prophètes. Avec la "participation" et l'"environnement", la régionalisation est en effet appelée, à l'en croire, à jouer un rôle majeur dans la vaste entreprise de restructuration du civisme hexagonal, césarienne indispensable à l'accouchement de la "nouvelle société" prônée par nos technocrates.

"Le concept de région est entré dans les masses (sic). Il y demeure". C'est le très distingué P. MASSE "soi-même", commissaire général au Plan, qui daigne le reconnaître et L. JOXE, en bon "ultra", le cite dévotement.

Il laisse cependant quelques lignes plus loin percer son inquiétude sur le train actuel des choses :
"La bonne machine bureaucratique - dit-il - ne peut continuer sur sa lancée sans risques pour l'unité française toute entière".
Et de poursuivre :

"Une certaine décentralisation peut même avoir pour objet de renforcer la responsabilité des pouvoirs centraux là où ces derniers se trouvent pleinement chez eux, c'est-à-dire dans la conduite des affaires nationales, mais aussi dans la préparation, la coordination et l'arbitrage des questions économiques, sociales et culturelles : c'est en effet dans ces domaines que l'ETAT RISQUE DE SE NOYER ET QU'IL EST DEJA SUBMERGE ..."

SURTOUT PAS DE FEDERALISME... "Je vous ai compris" ! Ce n'est pas seulement l'ETAT que l'on veut d'urgence sauver, c'est la "démocratie" post-gaullienne de style techno-ploutocratique. M. JOXE reconnaît la nécessité de trouver des "institutions locales sur mesure".

Mais attention ! Il ne s'agit pas de fédéralisme : cette notion n'a rien à voir avec l'histoire et le passé de la France ni avec la notion actuelle de région ! Encore moins, nous assure-t-on d'une simple déconcentration destinée à multiplier les relais et les moyens d'action de l'Exécutif dans chaque province.

DE CURIEUSES COMMUNES "REFORMEES" AU SERVICE DU "PLAN" ... Alors, de quoi s'agit-il ?

D'une simple réforme municipale. Mr L. JOYE en fait grand cas et nous savons qu'elle entrera prochainement en application dans des conditions financières difficiles qui ne peuvent qu'en entraver l'effet bénéfique. Mais cet "allègement" de la tutelle de l'Etat sur les communes ne constitue aux yeux du gouvernement qu'une étape dans la mise en place progressive de nouvelles structures.

"Des administrateurs viendront sur place prendre contact avec les problèmes courants. Des compétences seront données aux instances régionales : Planification, Travaux Publics, Communication, etc... La région sera invitée à donner ses préférences (sic) ... Elle n'agira point en vase clos ... Un conseil NON POINT LEGISLATIF MAIS DELIBERANT, NON POINT POLITIQUE MAIS COMPOSE DE REPRESENTANTS DE LA DEMOCRATIE LOCALE (sic) et de ce que RENAN appelait déjà les capacités ... sera chargé d'évoquer les affaires". Disposant désormais des informations voulues (ordinateurs régionaux), les préfets, véritables "charnières" (sic) disposeront alors de "tous les moyens d'appréciation nécessaires". Ainsi seront mises sur place sans coup férir "de nouvelles structures d'accueil permettant la confrontation de l'association et d'un nouveau civisme" (sic).

Ainsi seront rendues possibles de mini-concertations habilement dirigées ... et soigneusement provoquées dans le cadre du PLAN SACRO-SAINTE. Car comment abolir un aussi merveilleux instrument de gouvernement, de progrès et de croissance, au service de la nouvelle "société de consommation" ... et des intérêts financiers au pouvoir ... ???

Nos conservateurs technocrates, gens totalement dénués d'imagination, se refusent à envisager une autre solution. Le PLAN, a avoué notre grand homme de Bordeaux, c'est le THERMOMÈTRE de SANTÉ de l'HEXAGONE, l'instrument indispensable de notre SALLE de BAINS climatisée ! Bref, "la conscience nationale personnalisée".

A QUAND LES "GRANDS BAILLAGES" NEW LOOK ? ... Oui, mais ce mirifique Thermomètre coûte cher. Il risque de se diluer au mini-échelon de la lointaine province. On peut se demander si certains amendements d'origine diverse, improvisés à PARIS et favorables à de grandes régions (Style Maxi-Ouest) ne vaudront pas à la Réforme un sort semblable à celui que rencontra en 1787 et 1788 la tentative royale de décentralisation hâtivement planifiée réalisée dans les provinces et pays d'Etats, sans le concours des POPULATIONS INTERESSEES. A quand les "grands Baillasses" new-look de la VI^{ème} UNE, INDIVISIBLE et ... TECHNICRATIQUE ? ...

C'est ici qu'il nous faut méditer sur l'écueil monstrueux d'un certain activisme économique exagéré qui ne peut, par voie de surenchère politique qu'achever de broyer notre vieux pays. La Bretagne, comme le fait très justement remarquer M. QUÉFFLEC, n'est pas née de la dernière pluie ni de la dernière note conjointe sur les effets du VI^{ème} PLAN. Il ne s'agit pas de la créer; elle existe. Nous attendons avec lui de cette régionalisation "qu'elle confirme ou favorise l'individualité des provinces et qu'elle donne la priorité à l'essor culturel".

Est-ce trop demander ?

Nous le craignons !

MAE AR C'HOAD

POUR UN STATUT

Un comité d'Action pour un Statut de la Bretagne vient d'être fondé. Il diffuse un "PROJET DE STATUT POUR LA BRETAGNE" qui cherche à regrouper dans les mois à venir le maximum de signatures de nos compatriotes "les plus éminents comme les plus humbles".

Le projet vise à doter la Bretagne d'institutions modernes comparables à celles des "Régions" de l'Italie, des "Républiques" de Yougoslavie, des "Länder" d'Allemagne Occidentale, des "Etats" des USA ou des "Provinces" du Canada. Il porte sur la création d'une Assemblée Régionale fédérante, d'un Conseil Economique, Social et Culturel breton, d'un Exécutif régional, d'une législation administrative, financière, économique, sociale et culturelle adaptée aux besoins du peuple breton et d'une cour Régionale constitutionnelle. On y trouve également des lignes directrices sur les principes d'autonomie, de participation et de coopération qui devront être ceux du futur Etat Régional Breton, ainsi que des indications sur les mesures transitoires et d'application du nouveau statut.

Le Comité explique les motifs du lancement du projet de Statut : "Unanimement conscients du mal, les Bretons cependant restent encore divisés sur la forme que doivent prendre les remèdes. Certains attendent le salut de l'accession au pouvoir en France de leur parti et d'un changement de régime politique, sans s'apercevoir qu'il ne sert à rien de changer un Gouvernement si l'on ne touche pas au système et à ses structures. D'autres, d'accord sur les causes et l'analyse du mal, se divisent sur les solutions marxistes ou capitalistes. Tous ceux-là, aussi bien intentionnés soient-ils, n'oublient qu'une chose: c'est que, quel que soit le régime politique, quelle que soit la philosophie qui l'inspire, que ce soit le marxisme ou le capitalisme qui serve de base à l'organisation économique de la France et de l'Europe, ni aucune des autres nations, régions ou communautés populaires de notre continent, ne pourra voir ses libertés et ses droits défendus, son développement assuré, si chacune d'entre elles ne dispose pas d'institutions politiques, administratives, sociales et culturelles qui lui seront propres, et qui l'empêcheront d'être sciemment piéçé et poings liés aux ukases d'une administration lointaine, aux décisions souveraines et sans appel de technocrates sans visage, ou d'un Etat centralisé sur le modèle français. Il importe donc, d'ABORD, de conquérir ces institutions politiques et administratives qui sont la condition même de toute protection, de toute défense et de tout progrès pour la communauté bretonne.

Nous prions instamment nos lecteurs de prendre contact sans plus attendre avec le secrétariat du Comité d'Action pour un Statut de la Bretagne, 21 place du Guesclin SAINT-BRIEUC - Bretagne.

Ils pourront se procurer à cette adresse le texte imprimé du Projet et les formulaires d'adhésion les accompagnant au prix de 1 F. l'exemplaire, ou de 5 F. les 10 exemplaires.

Les versements doivent être faits soit en timbres, soit par chèque bancaire ou virement postal au nom de Madame LE BRAS Marie-Claire - C.C.P. 442 - 55 Rennes.

EUROPE ET LIBERTE

J. KERMAREC

Europe. Liberté. Ces deux mots ont toujours été inséparables. C'est le goût de la liberté qui animait les anciens Grecs quand ils créèrent la démocratie. C'est lui qui inspirait les Islandais quand ils créèrent le premier parlement du monde, l'Althing, où siégeaient tous les hommes libres, l'épée à la main, les lois dans la mémoire. C'est le goût de la liberté qui provoqua tant de révoltes en Bretagne, sous la monarchie et sous les Républiques. Sans cette recherche éperdue de la liberté, sans ce besoin de s'affirmer maître de soi-même, maître de la nature, malgré les entraves et les dogmes, sans cette volonté, il n'y aurait pas eu d'Europe; il n'y aurait pas eu de progrès.

Or, combien de fois n'avons-nous pas entendu de farouches adversaires de nos libertés bretonnes se faire, en d'autres occasions, les chantres de la liberté de l'homme, de la libération de la classe ouvrière et des droits de la personne humaine! Combien de fois aussi n'avons-nous pas entendu d'ardents et sincères défenseurs du peuple basque opprimé nous proposer l'URSS comme exemple de libéralisme en matière de nationalité. Certes, Lénine entendait sonner une politique nationalitaire hardie; certes, l'URSS est officiellement une fédération de 16 républiques; mais, à part la belle théorie, la situation des Ouzbeks, des Géorgiens ou des Moldaves en tant que peuples distincts ne nous paraît pas tellement plus brillante que celle des Basques ou des Catalans! En URSS, la russification, pour être subtile, n'en est pas moins systématique, et le refus d'assimilation peut signifier la mort; des peuples entiers ont ainsi disparu, tels les Tatars de la Volga. La façade nationalitaire et l'organisation en "Etats" ne doivent pas faire illusion; en fait, ces "Etats" ne sont que de simples départements et il faut être particulièrement ignorant des dogmes de l'empire soviétique pour s'en étonner: les fonctionnaires de la prétendue "fédération" ont la même conception de l'homme que nos technocrates, mais en plus, ils ont tous les pouvoirs, tous les moyens de contrainte. Les Ukrainiens, les Roumains de Moldavie, les Baltes, sont exilés par centaines de milliers pour défricher les terres asiatiques; les migrations sont organisées systématiquement pour dépersonnaliser des républiques dont on craignait le désir d'indépendance; les habitants de la République de Russie sont utilisés comme colons dans le reste de l'URSS, et les dirigeants tiennent solidement le contrôle des différents Etats. On assiste à une véritable "idéothésiation" par brassage des populations.

Les conservateurs français ne font pas meilleure figure. En citons que pour séduire les technocrates qui prétendent nous exiler à Paris, en Lorraine ou dans la Rhur, pas de force, oh non! mais en se

seuiliant pas du développement économique des régions cabliées, pour qu'ainsi on vivote en Bretagne. Parlons plutôt de tous ces notables qui parfois, du bout des lèvres, laissent entendre que, oui en fait, la Bretagne, l'Europe, ce n'est pas moi! Mais qui, depuis deux siècles, rêvent plutôt de vagues succédanés de monarchie ou de régence paternaliste, se gargarisent avec les mythes et les héros les plus démodés, appellent de leurs vœux ce que le bon sens populaire nomme le régime du sabre et du goupillon, illustré en notre coin d'Europe par le néo-guillisme centralisateur ou ailleurs par le franquisme fossoyeur des libertés Basques, Catalanes et Galiciennes. Tous ces gens ne souhaitent qu'une chose: le statu quo, l'absence de vagues, la molle quiétude de l'esprit. Eux aussi peuvent tout, ont le pouvoir, comme les pontifes du Parti en URSS, mais, par paresse d'esprit, ils ne font rien.

Nous tous, peuples d'Europe, sommes divers, et c'est ce qui fait l'incomparable richesse humaine de notre continent. Mais notre *des* est commune, tout comme notre origine. C'est pourquoi nous devons édifier une Bretagne libre dans une Europe libre. Face à tous les réactionnaires de gauche et de droite, il nous faut montrer que L'EUROPE EST LA LIBERTE!

LA BRETAGNE, entreprise à promouvoir.

Monsieur Jean-Paul GUREN, responsable pour la Bretagne du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise, vient de rappeler ses objectifs essentiels et a annoncé le thème du prochain congrès régional: "LA BRETAGNE, ENTREPRISE A PROMOUVOIR". Les lecteurs de B.J. ne seront pas autrement étonnés par l'intitulé du sujet; c'est, en effet, un de nos objectifs constants, lorsque nous abordons le plan économique, de raisonner en termes économiques: marché, débouchés, entreprises, initiative, promotion, rentabilité... A ce stade, la Bretagne ne doit plus être considérée comme un Etat à l'organisation calquée sur celle de la France, mais comme une entreprise dont la qualité première doit être la rentabilité.

"Nous allons faire l'inventaire et l'analyse de la Bretagne considérée, pour cette démarche, comme une entreprise. Ensuite, nous essayerons de porter un jugement sur cette analyse et de voir comment il est possible d'améliorer cette entreprise, d'assurer la production du produit qu'elle veut vendre, etc... Et nous, nous allons tenter de découvrir comment on peut "vendre" la Bretagne à l'extérieur".

Ne doutons pas que ce langage ne plaise pas à tout le monde: le romantisme y trouve difficilement sa place! Quant à nous, nous ne pouvons qu'encourager une telle entreprise, tout en nous demandant si, dans le cadre français actuel, qui est avant tout centralisateur et paperassier, ce désir d'épanouissement de nos jeunes dirigeants d'entreprise, pourra trouver l'adéquation souhaitable. Nous craignons fort que non... Une telle entreprise ne pourra réussir que dans une Bretagne libérée enfin de la tutelle administrante et artificielle de Paris!

LA BRETAGNE

DANS LE "REVEIL DES NATIONALITES" e. le naour.

1^e partie

"Une nation en bonne santé n'a pas davantage conscience de sa nationalité qu'un homme bien portant de ses os. Mais une nation dont on brise la nationalité ne pense à rien d'autre qu'à la reconquérir. Elle n'écouterait aucun réformateur, aucun philosophe, aucun prédicateur, aussi longtemps que la revendication nationaliste ne sera pas satisfaite"

GEORGE BERNARD SHAW.

Une langue n'est pas seulement un moyen pratique de communication. Elle est la résultante d'un processus historique, l'expression vivante d'un peuple particulier, aux caractéristiques ethniques et psychologiques bien déterminées. Lorsque ce peuple perd ses institutions nationales, il advient que sa langue, sa culture, sa littérature et ses diverses expressions artistiques perdent aussi de leur vigueur et entrent dans une phase de décadence qui peut conduire à ce qu'Albert Memmi a appelé une "amnésie culturelle" (1). Réciproquement, le réveil de la conscience nationale d'un peuple s'accompagne toujours d'un regain d'intérêt porté à la langue populaire, et d'un nouveau dynamisme de la littérature et des arts nationaux. Il arrive fréquemment que les pionniers des mouvements de libération soient également de fins lettrés et de savants linguistes. C'est le cas d'un Nordreel en Bretagne; d'un Pearee en Irlande; ou d'un Arana Goiri au Pays Basque.

La langue du peuple, délaissée depuis des générations, doit redevenir un outil pratique et souple pour la jeune nation et témoin de sa liberté retrouvée. C'est pourquoi le renouveau des langues et cultures minoritaires peut fournir un moyen de compréhension précieuse du réveil des nationalités, de nos jours comme au XIX^e siècle.

La première publication en Breton : "KROAZ AR VRETONED", est contemporaine de la première revue bulgare : LUBOSLOVIE, que C. Potinov, en exil à Smyrne, fit paraître de 1844 à 1846, et d'ORIEL, le premier journal en langue bulgare, fondé à Leipzig en 1846 (2)

(1) in "Portrait du Colonial" p. 139 - J.J. Pauvert édit.

(2) cf. "Guide de la Bulgarie" p. 39 - Editions en Langues étrangères Sofia.

En 1807, Le Gonidec publie la première grammaire (grammadeg) bretonne; en 1821, il fait paraître le premier dictionnaire breton moderne, comprenant 800 pages et plus de 200.000 mots et expressions (3)

La première grammaire bulgare est plus tardive que la première grammaire bretonne; elle date de 1835 (2). Au Pays Basque, Arana Goiri fait paraître en 1888 la "Grammaire Élémentaire du Basque biscayen", en 1895, le "Traité étymologique des noms basques de personnes", en 1896, les "Leçons d'orthographe biscayen". (4)

Si nous poursuivons notre panorama comparatif des nationalités, nous nous apercevons que le départ de la littérature bulgare à caractère combatif est marqué par la parution de l'"Histoire Slavo-bulgare" de Palissy en 1762, qui appelle le peuple de Bulgarie à lutter contre les oppresseurs (2). Chez nous, la romantique "Histoire de Bretagne" de Pitre-Chevalier (1844) est le premier ouvrage moderne d'histoire de notre pays. Les conférences de La Borderie à la faculté des lettres de Rennes, suivies de la publication de son magistral ouvrage d'histoire à caractère national est bien plus précocée; il remonte à 1582, année où Bertrand d'Argentré, éminent juriste et ancien sénéchal de Rennes, publia son "Histoire de Bretagne", dans laquelle il défendait énergiquement l'indépendance juridique du duché. L'ouvrage, jugé subversif, fut saisi, et l'auteur s'attira des poursuites. (5)

Dans le domaine littéraire, Herveau de la Villemarqué publiait en 1839 le "BARZAZ BREIZ", chef d'œuvre marquant le départ de la littérature bretonne moderne, précisément à l'époque où, en Finlande, le Dr. Lénröt déclenchait le réveil intellectuel finnois en recueillant, de 1840 à 1845, les récits oraux traditionnels du "KALEVALA", rassemblant environ 25.000 vers.

Morvan-Lebesque a vu dans le BARZAZ BREIZ "le cri de quinze siècles" (6). Rien n'est plus juste. Je ne sais pas si les lecteurs pressés se rendent toujours bien compte des audaces contenues dans certains chants épiques de ce livre; je pense notamment à "An Alarc'h" (7), où retentit le fameux cri de "malloz-ruz d'ar C'halloued" ! La lecture des diverses préfaces, notes et commentaires de

(3) Quelques jours avant sa mort, Le Gonidec dira : "Tellet eo bet din tenna dicus eun dismantr didec'huz yez hon Tadoa... Keit ha ma vezo buhez annon, va c'houn a vezo evit va bre!" : "J'ai voulu sortir d'une ruine inéluctable la langue de nos pères... tant qu'il y aura de la vie en moi, ma pensée sera pour mon pays!" (in "O Le L" avr. 70)

(4) "Ikanle", bulletin des étudiants du Pays Basque n° 8 déc. 1968.

(5) on lui reprochait d'avoir exalté les princes et ducs de Bretagne au détriment des rois de France. Dans toute son œuvre, on sent que l'auteur déplore le pacte d'union... L'ouvrage fut dénoncé au Parlement de Paris comme contraire à la dignité des rois de France" (Abbé Poisson - Histoire de Bretagne - pp 204-205)

(6) "Soul un génie collectif, une volonté d'être courant d'âge en âge ont donné à ces poèmes leurs images, leur rythme dramatique... Rien que pour une telle œuvre, on n'avait pas le droit d'étouffer la langue encore vivante de ce peuple!" (Morvan Lebesque - "Comment peut-on être Breton ?" pp 28-29)

(7) Le quator vocal des "KALALERIEN" vient de nous en donner une interprétation remarquable (disques "Kouez Breiz", Quimper).

la réédition de 1845 ne peut laisser aucun doute sur l'esprit qui animait La Villemarqué; on reste presque stupéfait de voir comment le sentiment national breton se perpétue de siècle en siècle, et l'on comprend aussi pourquoi le BARZAZ BREIZ a été le "livre de chevet" de plusieurs générations de nationalistes bretons.

Témoignage poétique, lyrique ou épique de 15 siècles d'histoire bretonne, l'œuvre de La Villemarqué est aussi un témoignage sur la Bretagne de la première moitié du XIX^e siècle.

"J'ai eu l'occasion de voir moi-même quel enthousiasme donne au peuple le souvenir de l'indépendance primitive", écrit l'auteur.

Mais il note que "l'esprit national qui portait les pères à la révolte ne fait plus insurger les fils, mais il les maintient dans une sorte d'opposition contre le présent". C'était bien voir l'état de prostration dans lequel la tourmente révolutionnaire avait plongé le peuple breton pendant tout le 19^e siècle. Car les Bretons de cette époque ont bien connu une tourmente; écoutons La Villemarqué :

"Les hommes qui ont assez vécu pour assister aux dernières luttes des libertés bretonnes contre l'autorité royale; ceux qui ont défendu leurs autels et leur foyer contre la tyrannie révolutionnaire; ceux qui ont résisté au despotisme impérial; ceux dont les ministres de la Restauration ont payé les sacrifices par l'ingratitude, et la fidélité par la défiance, en arrachant de leurs mains des armes rougies d'un sang versé pour la royauté; toute cette masse de mécontents, trompée dans ses espérances, et qu'impatiente le joug nouveau de la loi générale, entretient dans le cœur du paysan des montagnes, par les récits traditionnels, par les conversations journalières et par les chants nationaux, le vieil esprit patriotique". (8)

La Villemarqué est d'ailleurs un esprit éclairé et moderne pour son époque.

Il attend avec impatience le jour où les paysans pourront enfin connaître "les bienfaits d'une instruction donnée avec intelligence, discernement et patriotisme et adaptée à leur idiome, à leurs croyances, à leurs moeurs", afin que leur sentiment national puisse s'étayer sur une connaissance raisonnée des faits bretons, car il faut, dit-il, "allier les lumières aux sentiments".

Finalement, sa préoccupation est très actuelle par sa claire compréhension de la nécessité pour les Bretons de ne pas rester en marge de leur époque, mais de participer pleinement en tant que peuple distinct à la vie de leur temps.

A une époque où l'on reconnaît à la Bretagne, vieille nation européenne, moins de droits qu'à la dernière des Républiques d'Afrique, l'optimisme de La Villemarqué nous est vraiment présente quand il remarque qu'à certaines époques les "hommes éclairés" (de fait il pense à ses contemporains) "agitent de niveau, dans l'ordre des intelligences, l'Américain et le sauvage du Kamchatka". (9)

(8) Barzaz Breiz - réédition de 1961 - p. 395

(9) Barzaz Breiz - introduction.

(à suivre)

Il y a deux ans paraissait le premier "Bretagne-Action". Son anniversaire et surtout longue vie ! Longue vie, oui, car Bretagne-Action, tant dans sa composition matérielle (qui mérite un formidable bravo quant à son évolution technique) que dans son esprit, répond à ce que beaucoup de Bretons désirent. Longue vie à l'équipe de Bretagne-Action qui ne cesse de fournir cet effort si grand pour la cause de notre pays, la BRETAGNE.

J.Y.B. (4.II.70)

HAISSE DE 23 % ... "Si la frontière était rétablie sur le Couesnon les produits français que nous achetons deviendraient, par rapport à la loi fiscale française, des produits exportés - lesquels ont droit à la déduction de la T. V. A. ... C'est à dire (comme ce sont presque tous des produits fabriqués, supportant la T. V. A. à 23 %) que nous les paierions presque un quart moins cher".

A. M. K. (14 octobre 1970)

VOUS FAITES PREUVE D'OBJECTIVITE ... "Je désire m'abonner; non pas que votre journal soit meilleur que les autres; tous poursuivent la même lutte sous un nom différent. Mais vous faites preuve d'objectivité: vous citez "Le Peuple Breton" comme "L'Avenir" sans défavoriser l'un ou l'autre. E tant lycéen, je ne puis vous envoyer plus de 8 F., le dernier livre de Hervan-Lebesque ayant grévé mon budget".

Faïch L.

IL N'Y A PAS QUE DES CERVEAUX ... "Croyez bien qu'il n'y a pas que des "corveaux" dans ceux qui ont quitté la Bretagne, -ais bon nombre de "pourris". Les rapatrier nous empêcherait! ... La Bretagne est encore rétrogradée dans sa mentalité, dans son église dirais-je. Dans ce pays rien ne se fait sans que sonnent les cloches..."

Yves G. (19. 7. 70)

LA BRETAGNE SANS LA FRANCE ? ... "Vous êtes pour la libération du peuple breton (B. A. N° 15 janvier 1970). Faut-il entendre, la Bretagne sans la France ?"

C. H. N.
(Bretagne 17. 6. 70)

ESPIONNE : Nous ne voulons pas briser les liens Bretagne/France, mais en changer la nature. Nous ne voulons plus de relations de pays conquérant à pays conquis, mais des relations d'égal à égal. Nos armées ont acceptés leur union à la France qu'à la condition de rester les maîtres chez eux. France et Bretagne doivent marcher main dans la main. Mais la condition première de nos relations amicales, c'est que la Bretagne retrouve les libertés qui lui ont été arrachées illégalement.

--- NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT

EVIDENCES

"AN TRODEG, bulletin de l'association des Bretons des Lilas Dagelez Breizh publie un dossier où quelques uns de nos compatriotes répondent aux questions qui vont suivre.

Il nous paraît utile de porter à la connaissance de nos lecteurs la réponse de BRETAGNE-ACTION :

- 1) Pensez-vous que Paris soit disposé à ouvrir la porte à la culture bretonne ?
- 2) Combattre (La culture bretonne) par Paris depuis toujours, comment concilier votre attitude avec celle d'une défense réelle de la Bretagne ?
- 3) Est-ce-vous paraissez de l'écrasement de la personnalité bretonne au profit d'une uniformisation hexagonale ?
- 4) Aujourd'hui, que peut bien recouvrir l'expression "défense de la Bretagne" ?

-o-o-o-o-o-

Si CULTURE BRETAGNE signifie "BREIZH GWECHALL", jabadao, gavotte, bagad de Saint-Biniou, pardon de la Saint-Yves, chansons nettes de BOUHEL, poèmes de BRIZEUX, romans de LE GOFFIC et seulement cela, alors, Paris ouvre la porte à la culture bretonne.

Mais, si CULTURE BRETAGNE signifie expression vivante et jeune d'un peuple particulier,

Recherchez simplement soit en Breton, soit en Français, les difficultés matérielles, les inquiétudes, les espoirs du peuple breton,

Poètes qui chantent la beauté de notre pays, ses marins, ses héros, ses gens de guerre, ses pionniers Fondateurs, Chanteurs qui disent en rythmes plus proches du Folk-song que de la Paimpolaise, la colère de la jeunesse bretonne, Architectes capables de bâtir avec le béton, le granit et l'acier, un pays au visage neuf,

Compatriotes qui étudient la langue bretonne pour en refaire la langue vernaculaire de notre pays, celle que l'on parle sur les chantiers, sur les bateaux de pêche, dans les Familles, dans les administrations, dans les écoles...

alors, nous ne trouvons plus sur notre chemin que Paris sourd, Paris bûlé, Paris Porte Close.

"Défense de la Bretagne", c'est permettre à tous les talents Bretons, à toutes les énergies bretonnes de s'épanouir en un Païsoù de renaissance. C'est "ouvrir les portes".

Notre action devra être externe et interne -

EXTERNE : Nous devons Forcer le verrou centraliste; mettre en place les conditions optima de notre relèvement. Peu important les mots, seuls comptent les Faits. Peu importe que la Bretagne soit qualifiée de "région européenne", "région autonome", "république autonome", "république indépendante", "Etat-région", "Etat-libre", etc... Seule compte la prise en mains réelle de la Bretagne par des Bretons.

INTERNE : notre pays contient en lui-même un verrou immobiliste qu'il nous faut briser; la Bretagne Nouvelle, que nous sommes en droit d'espérer, connaîtra diverses transformations d'ordre culturel, économique et social. Les agriculteurs devront adopter de nouvelles méthodes, perfectionner leur organisation en coopératives; les exportateurs trouver de nouveaux débouchés; les techniciens accroître la variété des productions de leurs entreprises et en perfectionner la qualité; les étudiants et les écoliers se mettre à l'étude de la langue bretonne; les collectivités locales prendre de nouvelles responsabilités et s'organiser dans les ensembles nouveaux se substituant aux Départements, etc.. Les vieilles mentalités sclérosées et routinières, le paternalisme des notables, le conservatisme des hiérarchies en place, constituent autant de freins aux tâches qui nous attendent et devront évoluer, car il ne faut pas que le Peuple Breton soit une fois de plus l'artisan de son propre malheur.

Il serait absurde qu'un Breton conscient de son appartenance à un pays distinct et à une communauté humaine particulière soit "partisan de l'écrasement de la personnalité bretonne au profit d'une uniformisation hexagonale". Mais un Breton qui se sent Français au même titre que les Beauveronais ou les Champenois doit se soucier davantage de la santé du caniche de Liz TAILOR que de l'écrasement de la culture de son pays.

A l'origine de toute action de "défense de la Bretagne", il y a donc une prise de conscience, une redécouverte de notre personnalité bretonne dans toutes les implications du terme, et l'acceptation des responsabilités inhérentes à cet engagement. Comme disait MORVAN LEBESQUE, il doit y avoir un "pacte physique" entre la Bretagne et nous.

Nous remarquerons à quel point, en Bretagne, le culturel débouche tout naturellement sur le politique.

En effet, une "culture" originale ne naît jamais par "génération spontanée"; elle est l'expression vivante d'un peuple particulier : le peuple breton, forgé par des siècles d'histoire, caractérisé par un "vouloir vivre" ensemble, des aspirations communes et des critères psychologiques transmis héréditairement.

BRETAGNE-ACTION

CRITIQUE REALISTE

AUTOPSIE DU CASTRISME.

Une solution "à la manière cubaine" est-elle souhaitable pour édifier la Bretagne de demain ? La réponse de notre ami LE STRIZ fut énergique : CUBA NO ! Bretons inconditionnels de CASTRO, attention, casse-cou !

Les lettres suscitées par cet article nous ont montré à quel point les militants bretons suivent avec attention et parfois passion l'expérience cubaine. Et ceci est fort naturel. Certes, Cuba est un pays très différent de la Bretagne, par son insularité, par sa végétation et ses cultures tropicales, par ses composantes ethniques; Cuba, pays sous-développé, appartient au Tiers Monde, tandis que la Bretagne, elle aussi économiquement sous-développée, appartient à l'Europe. Mais nous tous qui aspirons à faire d'une province à choux-fleurs un Etat maître de lui-même, nous nous sentons "concernés" par cette "république à canne à sucre" devenue par la volonté des combattants de la Sierra Maestra une nation respectée sur la scène mondiale et vivant une expérience politique peu commune.

Le 1er janvier 1959, Batista s'enfuyait en République Dominicaine. Le 8, Fidel CASTRO entrait en triomphateur à La Havane. Le 13 février il devenait premier ministre. Du 15 au 30 avril de la même année, il effectuait une tournée aux U.S.A. et au Canada. Le 4 février 1960, NIKOYAN arrivait à La Havane pour signer le premier accord cubano-soviétique. Le 6 août, Fidel CASTRO nationalisait les entreprises américaines. Le 15 août, les U.S.A. faisaient voter par l'O.E.A., leur vassale, une résolution condamnant Cuba.

Depuis, dix ans ont passé. L'heure du bilan de la révolution cubaine est venue. La revue "PLANETE-ACTION" s'y est essayée dans sa livraison de juillet 1970 : "CASTRO, LE ROMANTISME REVOLUTIONNAIRE". Les contributions apportées à ce numéro-synthèse sont souvent banales. Nous y avons toutefois remarqué deux articles de M. René DUMONT sur l'économie cubaine. M. DUMONT, professeur à l'Institut National d'Agronomie, plusieurs fois invité par CASTRO à Cuba, a suivi la révolution cubaine depuis ses débuts. Son honnêteté intellectuelle est exemplaire; son personnel de Fidel CASTRO, il nous livre en toute franchise et non sans amertume, les observations et les réflexions de ses séjours dans l'île.

L'expérience cubaine fournissant aux militants de la Bretagne Nouvelle des enseignements sur les erreurs que notre révolution bretonne devra éviter de commettre, il nous semble nécessaire de donner une suite à l'article paru dans notre numéro 21 et d'expliquer en détail les raisons de notre "CUBA NO". Quand cela nous a paru utile, nous l'avons fait à la lumière des observations de M. DUMONT, qui est, en Europe Occidentale, l'un des principaux spécialistes de l'économie cubaine.

ASPECTS POSITIFS

1°/ AVOIR LIQUIDE UN REGIME CORRUPTE : Le régime de BATISTA n'était stable que par une véritable institutionnalisation de la terreur. "Les troupes castristes étaient arrivées dans un pays vendu aux gangsters, aux proxénètes et aux trafiquants", écrit J. CHALVIDANT. Le faune hybride de milliardaires et d'escrocs qui débarquait quotidiennement de Floride possédait à proprement parler la quasi-totalité des ressources de l'île, et les tueurs de New-York, Chicago ou Miami en avaient profité pour faire de Cuba leur terrain d'élection, et une succursale des tripots de Brooklyn" (1). D'ailleurs, le propre beau-frère du dictateur n'avait-il pas en mains le monopole des machines à sous !

2°/ AVOIR MIS FIN A LA MAIN-MISE AMERICAINE : Dans "Les 20 Amériques latines", M. NIEDERBANG indique qu'en 1958, les trusts américains contrôlaient 50 % des chemins de fer, 40 % de l'industrie du sucre, 90 % des haciendas et, avec la Grande-Bretagne, l'industrie pétrolière dans sa totalité.

3°/ AVOIR DONNE AU PEUPLE DE CUBA UNE CONSCIENCE POLITIQUE

4°/ AVOIR VAINCU L'ANALPHETISME par un effort sans commune mesure avec ce qui se passe dans la plupart des pays du Tiers Monde. Il s'agit d'ailleurs là du plus grand succès du régime cubain.

5°/ AVOIR EVITE LES GRANDES "PURGES" : Certains voyageurs ont parlé d'un "socialisme tropical". Monique HENRICHES, racontant son premier séjour à La Havane, en 1961, écrit : "J'attendais l'austérité et la grisaille car ma mémoire visuelle s'était une fois pour toute fixée sur ce que j'avais vu dans les Démocraties populaires, et voilà que je découvrais une grande métropole bourdonnante de clameurs, une ville somptueuse colorisée de banderoles aux slogans humoristiques, où les effigies gigantesques du Che et de Fidel flottaient au vent tiède du Gulf Stream" (PLANETE-ACTION juillet 70 - page 58).

Les procès, exécutions et emprisonnements à Cuba sont sans commune mesure avec les carnages staliniens. Tout Cubain qui veut quitter l'île est autorisé à le faire, à condition d'avoir atteint 27 ans et de ne pas emporter d'argent ni de bagages pesant plus de 12 Kgs. On estime qu'en moyenne 200 personnes quittent chaque jour leur patrie pour s'installer à l'étranger. Comparativement à nos normes d'Europe occidentale ces conditions paraissent draconiennes; mais par rapport à ce qui se passe dans les Démocraties Populaires et surtout en Allemagne de l'Est, ceci pourrait presque être qualifié de "libéralisme"!

6°/ TOUT LE MONDE MANGE : On pourrait à la limite inscrire au bilan positif de la révolution cubaine le fait qu'aux féodalités du régime de Batista a succédé l'époque saine de l'égalité de tous (très relative d'ailleurs !) dans la pénurie; tout le monde mange mal, mais tout le monde mange ! Mais cette pénurie qui n'en finit pas, cette austérité incapable de déboucher sur une ère d'abondance finit par se révéler un constat d'échec : "Les Cubains trouvent le temps long", titrait M. DUMONT dans "Le Monde" en novembre 1969.

(1) "DEFENSE DE L'OCCIDENT" n° 87 page 32

POURQUOI NOUS DISONS "CUEA NO!"

Il est parfaitement évident que Cuba ne pouvait atteindre en dix ans une abondance de style américain. Mais tout de même il y règne une terrible pénurie, qui frappe tous les visiteurs par son ampleur. Le Dr GUILLERM de Brest, spécialiste de plongée sous-marine et président du groupe Manche-Atlantique de plongée a participé du 4 au 21 septembre dernier au premier symposium de la "Confédération mondiale des activités sub-aquatiques" qui se tenait à Cuba. A son retour en Bretagne, il a raconté ses impressions de voyage à un journaliste (2)

"Je suis certain que les Cubains sont plus rationnés que nous l'avons été en France pendant l'occupation. Ils ont droit à un kilo de café par an, à deux mètres de tissu, et à un cigare par semaine. L'approvisionnement des gens est conditionné par les arrivages. Si vous voulez, pendant deux mois, c'est la période du beurre. Il faut alors vous ruer sur le beurre, car il risque ensuite de ne plus y en avoir pendant six mois. J'ai vu des queues énormes à l'entrée des restaurants pour manger une pizza. Dans un autre domaine, on demeure frappé par l'absence quasi totale de moyens de transport. Il reste en circulation quelques vieilles voitures américaines antérieures à l'insurrection castriste et des autobus municipaux en nombre réduit. Cela dit, il serait faux d'affirmer que le peuple cubain se plaint de son sort, mais je crois qu'il est arrivé à un stade de désenchantement".

Exposons point par point quelles sont, à notre sens, les erreurs du régime cubain, et quelles leçons les Bretons doivent en tirer pour la Bretagne :

1°/ LE ROMANTISME REVOLUTIONNAIRE

a) de folles promesses : CASTRO "avait commencé à promettre aux Cubains, dès 1961, le niveau de vie suédois pour 1965" (René DUMONT - PLANETE-ACTION - juillet 70 - p.124)

b) La surenchère socialiste : "C'est le seul pays socialiste, nous disent les dirigeants qui, depuis l'offensive révolutionnaire du 13 mars 1968, a éliminé toute trace de secteur privé et a refusé toute formule coopérative de quelque nature qu'elle soit. Mais il ne suffit pas de s'afficher ainsi ultra-socialiste et de proclamer "nous instruisons parallèlement le socialisme et le communisme" pour se révéler les plus efficaces". (René DUMONT - op. cit. p. 125)

c) L'épopée guerillero envahissante : exemple : Fidel CASTRO ne veut pas entendre parler des petites coopératives agricoles autonomes de gestion; René DUMONT et quelques autres spécialistes essayant un jour de lui faire entendre raison, voici de quelle manière le "leader maximo" écourta la conversation : "Il nous rappela qu'il était le patron - fait peu contestable; et qu'avec treize "compañeros" il était finalement venu à bout d'une armée de 45 000 hommes. Timidement, j'avançaï que les problèmes économiques n'étaient pas ceux de la guerilla. Que l'héroïsme quotidien était plus rare que celui de la bataille, pourtant en 1970, il traite encore son économie comme une guerilla". (René DUMONT - op. cit. p. 52).

(2) "Le Télégramme de Brest" 10 oct 70.

d) Le fétichisme : Dans BRETAGNE-ACTION 21, Le STRIZ a rappelé comment l'épopée guerillero se monifie : on va bientôt construire à Cuba un mausolée à la mémoire de Che GUEVARA et y placer les mains de celui-ci. Les "libertadores" seraient-ils devenus des bigots ?

2°/ VOULOIR PLIER LES REALITES ECONOMIQUES AUX CAPRICES DU LEADER

La fameuse "saïra-1970" était dictée par des exigences démagogiques. CASTRO s'étant engagé solennellement en 1964 devant Nikita KHRUCHITCHEV à atteindre les 10 millions de tonnes pour 1970. "On comprend que CASTRO ait tout fait pour tenir ce dernier pari, quand on se rappelle toute la série de ses promesses non tenues" (R. DUMONT - op. cit. page 124)

L'article de René DUMONT fut écrit avant la fin de la récolte; ses remarques sont pertinentes : "Le retard déjà pris montre qu'on n'y arrivera pas, mais neuf millions de tonnes constituera déjà un très bel exploit. Il eut été cependant bien plus économique à atteindre si, comme nous étions nombreux à le conseiller, du Che aux exportes polonais, soviétiques, tchèques, chiliens ou français, on s'était fixé dès 1954 l'objectif de 8,5 millions de tonnes pour 1970, car il était accessible sans de très grands investissements, tandis que la tranche supplémentaire va coûter très cher. Les moyens d'hiver, qui sont vendues en Europe Occidentale et procurent des devises fortes, lesquelles manquent tant à Cuba pour se procurer du matériel vraiment moderne, non soviétique". (René DUMONT - op. cit. p. 123).

3°/ VOULOIR PLIER LES IMPERATIFS ECONOMIQUES ET NATURELS AUX DOGMES

Le dogme en matière agricole était le suivant : "Comme "che" GUEVARA ... il (= CASTRO) n'admettait que "la propriété du peuple tout entier, forme supérieure de propriété" - alors que la structure coopérative était qualifiée de forme inférieure". (R. DUMONT - op. cit. p. 52).

Ce dogme abstrait de "propriété du peuple tout entier" admet, le régime cubain n'a reculé devant aucune mesure pour la mettre en application.

"J'étais de ceux qui, en 1960 croyaient possible un progrès agricole rapide mais dans un cadre qui eut été mieux adapté à la mentalité, au niveau de conscience révolutionnaire de la population : celui de petites coopératives de production autonome, livrant leurs produits sur un marché contrôlé, mais non étatisé, écrit R. DUMONT. Ainsi chacun eut été personnellement et directement encouragé à fournir un effort accru. Les ouvriers eussent bien vite exigé le départ des cadres les plus aventureux, pour qui la Révolution devait bouleverser la Nature, en leur faisant planter des vergers dans les petits creux de terre des rochers calcaires en "dents de chien", à l'extrémité ouest de l'île. Fidel a dogmatiquement préféré la seule formule de la forme d'Etat qui fut baptisée ferme du peuple (Granja del pueblo) avant de prendre son vrai nom, Granja estatal. Au début sa gestion trop centralisée, dans le cadre d'un Plan plus ou moins mal établi à la capitale faute de données statistiques sérieuses fut un vrai désastre" (R. DUMONT - op. cit. p. 124).

"Le gigantisme est la règle. On refait ici l'erreur des premiers Sovkhozes soviétiques" (R. DUMONT p. 126)

"De telles entreprises n'ont guère de précédents dans l'histoire de l'agriculture. Les ranches géants d'Australie, de l'Ouest des Etats-Unis ou d'Argentine sont des entreprises bien plus extensives. Ces "planes" exigent donc des capacités absolument exceptionnelles d'organisation du travail pour lesquelles la grande majorité des Cubains n'est nullement préparée. Adopter une telle structure de production suppose la disponibilité de managers très dévoués et très chevronnés, capables de dominer l'infinité des problèmes posés. En pays capitalistes de tels managers se payent fort cher. A Cuba, je vois les plus réfléchis de ces dirigeants fort inquiets". (R. DUMONT - op. cit. p. 126).

Transposons : imagine-t-on des capitaines, lieutenants, commandants, même d'une "armée populaire" à la tête des grandes entreprises bretonnes ? ...

4°/ VOULOIR PLIER LES EXIGENCES HUMAINES AUX EXIGENCES DOGMATIQUES

a) La mobilisation permanente : on fait souvent venir la main d'oeuvre agricole de fort loin, ce qui est peu rentable à cause des frais de transport et des pertes de temps occasionnées. Les ouvriers agricoles ne vivent pas avec leur famille sur leur lieu de travail, mais se déplacent sans cesse en "bataillons de travailleurs mobilisés".

En plus du "plan" officiel, des technocrates et des militaires de La Havane, il existe le plan "officieux" de Fidel CASTRO.

"Il créait des Plans spéciaux, placés directement sous ses ordres, nous dit R. DUMONT; de sorte que chacun dans l'île les appelait bientôt "plans Fidel". Ils avaient le droit de prélever, sur les Granjas voisines, tous les moyens de production qui leur manquaient, hommes et cadres, tracteurs et machines. Ces prélèvements contribuaient à désorganiser, pour des idées pas toujours très réfléchies, les exploitations traditionnelles". (R. DUMONT - op. cit. p. 125).

On s'aperçoit qu'à Cuba, le dogme intellectuellement parfait dans l'abstrait de "toute la terre propriété du peuple tout entier" aboutit dans la pratique quotidienne à "la terre à personne"; le travailleur agricole n'est plus qu'une unité en état de perpétuelle mobilisation sur un immense domaine géré par des technocrates du Parti chargés d'appliquer un "plan" arbitraire parce que bécoté, oppresseur parce que fixant tout dans les moindres détails.

b) Le refus des stimulants matériels : Le socialisme cubain rejette comme anti-socialiste toute rémunération proportionnelle au travail fourni" (R. DUMONT p. 126), moins réaliste en cela que la coopérative agricole du Nord-Vietnam, qui établit encore une relation entre le salaire et le travail accompli. On se doute que les stimulants idéologiques ne parviennent pas à enrayer une nonchalance compréhensible. L'étatisation de toutes les activités économiques du pays et le refus des stimulants matériels témoigne d'une profonde incompréhension de la nature humaine; ici encore, les observations de René DUMONT sont pertinentes :

"Supposons que l'on ait adopté la formule de petites occupé-

atives agricoles de production, mettons avec une quarantaine d'ouvriers. Les trois camarades qui seraient tentés de se mettre à l'œuvre au lieu de faire leur boulot, comprendraient vite qu'ils volent, ce faisant, leurs 37 copains qui ont un nez et un visage communs. Ceux-là le leur feraient bientôt sentir. Si les légumes étaient payés en fonction de leur qualité et régularité d'arrivages sur le marché, on veillerait à leur fraîcheur et à échelemer les semis de laitues. Tandis que voler l'Etat, notion abstraite, n'a jamais été mal vu, dans une longue tradition historique". (R. DUMONT - op.cit.p.130).

En refusant d'admettre que les hommes, tout en étant égaux en dignité, ne le sont point ni par leurs compétences, ni par leur savoir faire, ni par leur courage personnel, et que les plus capables méritent un salaire supérieur à celui des moins capables, on finit par instaurer une égalité dans la médiocrité, on décourageant les meilleurs, et l'on n'échappe à l'injustice des fétalités que pour scembrer dans l'injustice par nivellement.

c) L'idéologie avant la compétence : "Che GUEVARA appréciait fort les techniciens compétents, même non révolutionnaires, tant qu'ils faisaient preuve de conscience professionnelle. Politiquement, il ne m'est pas difficile de les contrôler" précisait-il judicieusement. Après son départ de Cuba en 1965, CASTRO proclamait au contraire que pour un cadre dirigeant, il importait bien plus qu'il soit un vrai révolutionnaire que compétent. On peut plus facilement afficher un pseudo-révolutionnarisme qu'une pseudo-compétence. Ce fut là une grave imprudence" (R.DUMONT - op.cit. - p. 124).

Quelle différence y-a-t-il entre les entreprises castristes où l'on vous demande si vous croyez en la révolution prolétarienne internationale avant de vous confier un poste de responsabilité, et les Etats théocratiques où l'on vous demande si vous croyez en le "Sainte Trinité" ou en "Allah et Mahomet son prophète" avant de vous accepter comme technicien ? Aucune en vérité !

POUR SERVIR DE LEÇON.

Quels que puissent être ses succès en quelques domaines et ses réalisations parfois spectaculaires, la révolution cubaine offre le spectacle d'une entreprise ratée. On pourra toujours rejeter la responsabilité sur les Américains, sur la conjoncture défavorable ou sur l'enthousiasme révolutionnaire insuffisant des masses; mais c'est encore adopter là une attitude magique, accuser les étrangers ou le peuple et pas les vrais coupables : CASTRO et son équip. Certes, le blocus américain n'a pas facilité la tâche. Mais, sans les flagrantes tares de ce régime qui ont pour nous : le dogmatisme, le romantisme, l'orgueil, la surenchère, le gigantisme, le militarisme, l'arbitraire, et enfin la satellisation soviétique, la révolution cubaine aurait pu être une réussite, un exemple pour la Bretagne, et nous aurions dit : "CURA, SI !".

E. LE NAOUR.

CP 46 972 dir. B. MACE d.l. 4^{tr}rim. 1970 imp. B.A.

LA DUPERIE DU COLLECTIVISME

O. MORDREL

Quand elle est violentée, la nature prend toujours sa revanche. L'aspiration à une société égalitaire où chacun puisse "réaliser pleinement ses potentialités" est une rêverie d'intellectuel insensible aux lois éternelles du contexte social, car l'égalitarisme s'oppose précisément à l'essor individuel. (1)

Dans la pratique, le socialisme revendicateur marxiste, c'est une somme d'égoïsmes déchaînés et le socialisme au pouvoir c'est en haut les prébendes aux profiteurs et en bas la condition prolétarienne aggravée d'heures supplémentaires non payées.

Une pensée m'assaille souvent quand j'observe un travailleur manuel à l'ouvrage, avec toute l'attention et la sympathie dont est capable celui qui, lui aussi, pendant des années gagné sa vie, en maniant les mêmes outils. Celle-ci : quels que soient les régimes, les révolutions, les gouvernements qui se succéderont, je te verrai toujours là, balayant les ruisseaux, lavant les voitures, soudant un tuyau, peignant un volet, avec le même pantalon rapiécé aux genoux, la même paie dont il faut compter les sous un à un pour atteindre le samedi suivant et les mains non moins calleuses d'une année sur l'autre.

Ce qui change, c'est le personnel au pouvoir.

On distingue deux attitudes possibles au sein de la couche humaine supérieure : les uns tiennent le pouvoir et entendent le garder. Ce sont les conservateurs, qu'ils soient blancs, bleus, ou rouges, ou bleu-blanc-rouges. Les autres emploient tout leur génie pour renverser les premiers et prendre leur place, en soulevant contre eux le mécontentement populaire, qu'ils attisent à l'aide des mythes variés, mais toujours semblables dans le fond, du bonheur pour demain, sinon d'Eden retrouvé. (2)

Le peuple, quant à lui, se complait dans son rôle d'instrument. Il ne demande en échange de son dévouement qu'une chose : le droit d'adorer son leader les yeux fermés. De là provient l'alliance spontanée, naturelle, inébranlable, entre la dictature et la masse populaire. Dictature et plébiscite sont deux phénomènes politiques jumelés. L'une ne va pas sans l'autre. La démocratie telle que nous l'entendons est l'exercice du pouvoir directement par les citoyens, chacun dans la sphère de sa compétence et à travers son cadre naturel. La démocratie révolutionnaire aux deux poles l le tyran et la masse, est d'un autre type. Elle se nomme la démocratie populaire. Elle serait mieux nommée démocratie démissionnaire.

Les peuples désorientés se rallient toujours aux sauveurs providentiels, dont ils font des hommes-dieux. Cent cinquante ans après sa mort, Napoléon qui fut le fils de la France, conserve encore son auréole surnaturelle. Les simples attendent toujours l'envoyé du Ciel pour les conduire à travers les problèmes de la vie qui les dépassent et à défaut de Dieu lui-même, un dictateur que la propagande dote des mêmes attributs, fait l'affaire. La croyance en lui est un excellent substitut de la religion.

C'est pourquoi la dictature communiste n'a pu s'établir que dans les pays où de grandes masses d'analphabètes étaient prêtes à suivre un prophète. Ailleurs, il a fallu l'intervention de l'armée et ensuite le règne de la police secrète pour maintenir le système.

C'est aussi la raison pour laquelle les mouvements communistes haïssent les distinctions nationales, raciales, régionales, individuelles, car ce sont autant de cristallisations de mentalités, d'idées, voire de préjugés qui font obstacle à une autorité unique révolutionnaire, centralisée à l'extrême par définition. Au communisme, il faut la masse, la masse indifférenciée où l'individu décomposé ne peut plus s'accrocher à rien, sinon au parti qui devient tout pour lui, ce que pour d'autres sont la famille, le pays natal, le milieu professionnel ou culturel bien délimités.

Le communisme peut se servir un jour d'un particularisme ethnique ou religieux, l'exploiter à ses fins. Le lendemain, il l'écrasera sans pitié, si l'exige l'intérêt de sa politique. C'est ainsi que l'on voit en Afrique les Chinois exotiser le racisme noir, tandis qu'en Chine le maoïsme a détruit des trésors d'art national et avec eux la vieille délicatesse chinoise, il a réduit à néant l'édifice sans prix de la vie intime. Il n'autorise que la masse, le poquet. Afin de pouvoir plus facilement le triturer, comme dit Marcuse. Une nouvelle duperie religieuse s'est substituée à l'antique concrétisme confuciano-bouddhico-thaoïfète, dont toute la valeur était d'être une philosophie basée sur l'expérience de la vie. Un second Coran est né, a noté L.M. ANTON, mais plus bref, plus simple, le petit livre rouge, qui s'apprend par coeur comme le catéchisme et qui par ses instructions minutieuses, ne souffrant ni exception ni nuance, fabrique l'homme universel, robot exemplaire, par milliers, le communiste parfait qui n'est qu'un pauvre Chinestoupe romané au schéma du boy-acout affamé de Bonnes Actions et prêt, sur un signe du doigt, à couper la gorge de ses père et mère "traîtres à leur classe".

Le phénomène que nous signalons a, en Chine, un caractère encore plus religieux qu'en URSS. L'effigie de Mao y est encore plus répandue et vénérée que ne l'était celle du Christ en plein Moyen-Âge chrétien. Il faut aimer Mao plus que soi-même, évoquer ses enseignements à tout propos et hors de propos. Le petit livre n'est pas seulement un catéchisme, c'est la règle d'un ordre religieux fort strict, un digest d'encycliques impériales, un bréviaire pour tous comme un traité de mystique et d'ascétisme. Parler ici de doctrine scientifique, c'est nous prendre pour plus bêtes que nous ne sommes.

Il est fort divertissant pour qui a connu le dilemme hitlérien du "beurre ou des canons" de voir la révolution chinoise sacrifier... le beurre à la bombe H et traiter de contre-révolutionnaire le bâton de rouge à lèvres et les souliers de cuir. Strange paradoxe que ce sacrifice de graisse, où du président au dernier des coolies, tout le monde doit aller vêtu de confection grossière et se lever de table le ventre creux.

Je ne vois pas ce que la Bretagne peut envier dans cette reconstitution de l'esclavage pour la gloire d'un nouveau Dieu-vivant, le "vrai" ayant été obligé de prendre la poudre d'escampette. "Marxisme-léninisme" cela est aussi vite dit que du temps de Staline.

Théocratie tyrannique est le mot qui convient.

(voir netpage suivante)

(1) Précisons notre position :

Les systèmes collectivistes contrarient l' "essor individuel" car ils découragent les plus capables par un nivellement excessif (cf. dans ce même numéro notre étude sur Cuba § II/4°/b.). Dans les systèmes d'économie libérale, cette "promotion" des plus capables peut être également contrariée dans certains cas, en raison d'inégalités sociales trop importantes (enfants intelligents de familles modestes). Il appartient à un Etat vraiment National et Social d'intervenir pour donner à chacun sa chance. Dans le numéro 18 de BRETAGNE-ACTION, nous préconisons que les futures institutions bretonnes rendent possible :

- la sélection des plus aptes de TOUTES LES CLASSES DE LA SOCIÉTÉ,
- l'orientation vers d'autres voies des cancrés qui prolongent des études inutiles, et ce QUELQUE SOIT LEUR CONDITION SOCIALE.
- Nous précisons que, par sélection, il faut entendre ORIENTATION et non élimination (comme dans l'actuel système français); SELECTION à la base, suivant les APPÉTITS, les ASPIRATIONS de l'élève et les DEBOUCHES du pays.

*

(2) O.M. nous paraît bien pessimiste en voyant dans la "bagarre pour l'asciétisme au beurre" le principal moteur des changements historiques. Il y a certes des agitateurs qui soulèvent le mécontentement populaire avec des promesses chimériques d'Eden retrouvé et de Société évangélique où règnerait un bonheur parfait. Mais, dans le cas précis qui nous intéresse, le militantisme breton est une saine réaction face à l'injustice faite à notre pays. La renaissance de notre commerce maritime, la création d'emplois pour tous les jeunes Bretons à l'intérieur de nos frontières, la réauration du breton comme langue vernaculaire et comme langue de culture, etc... sont des objectifs parfaitement souhaitables et réalisables, qui n'ont rien de "mythique".

ABONNEZ VOUS

BRETAGNE-ACTION B.P. 252

CCP 2636-17

RENNES

10F ou plus

c'est le premier moyen de nous aider....

NANTES A L'HEURE DE L'EUROPE

Lundi 19 octobre près de cent personnes assistaient au dîner-débat organisé par le "Club Européen" de Nantes. M. Jean-Pierre G. UZY de la revue "L'Europe en Formation" fit un exposé sur son récent voyage dans les Pays Scandinaves et sur l'hypothèse d'une prochaine rentrée de ces pays dans le Marché Commun. Un débat très animé suivit. Au fil des confrontations, on put discerner très nettement deux courants :

- Première position : La construction européenne doit débiter à partir de l'adhésion des Etats actuels (France, Belgique...etc.) au Marché Commun.

- Deuxième position : Noter les régions d'institutions particulières constitue la condition préalable à toute fédération européenne.

Il ne fut guère question de la Bretagne à cette soirée, à tel point qu'un auditeur fit remarquer qu'il ne fallait tout de même pas oublier que ce dîner-débat avait pour cadre la ville de Nantes, capitale économique de la Bretagne.

Le débat fut très ouvert car le conférencier convint qu'il existe différentes façons de concevoir l'Europe, et que toutes ont le droit de se faire entendre.

Mais les Bretons discernent-ils un danger car l'une des conceptions ne ment-elle pas au Super-Etat, ennemi de toutes libertés régionales et de toutes différenciations ethniques ? Cette tendance semble même être prédominante pour des raisons qu'a fort bien exposées Yann Michaël dans un récent article de Sav Breizh. (n° 11 sept. oct. 1970) :

"Pour un Allemand ou un Suisse qui jouissent déjà d'un système fédéral, l'idée qu'ils se font de l'Europe est certainement très saine, mais pour les Français ou Bretons qui se veulent deux-fois-Français, c'est autre chose. Quand ils acceptent l'idée de supra-nationalité, il s'agit pour eux d'une Europe calquée sur une France super-centralisée où la capitale décide et légifère, avec des Préfets et des Hauts-Fonctionnaires d'Etat pour appliquer les lois."

Nous voulons d'une Europe mais pas de n'importe laquelle. Une Europe qui ne permettrait pas aux Bretons qui la constituent de s'épanouir librement serait aussi nuisible pour les Bretons que les centralistes français.

AR ROUANTELEZH

DIZUNVAN

Skrid klok ar brozegenn kinniget gant an Ao. Ludobhaig Cinnédigh, e-doug ar programm anvet evel-se eus ar EBC.
An Ao. Cinnédigh, skrivagner skosat brudet, zo anavezet mat er skingons hag er skinwel.

Keneiled, enebourion, Saczon, selacuit, me ho ped, klom Bro-Skos.

Gwezhall, gozh, mil vloaz zo, e oa div rouantelezh aman: rouantelezh Alba ha rouantelezh Bro-Saos. E c'houzout a rit ervat, em gannan a rejont garv ha dibacous a-hed c'hwec'h kantved. Goude, e 1603, Soumas VI, hore roue, a zeuas da vezan James I, ho roue; kant vloaz diweztaoc'h, dindan ar Feur-Uvnanin, e zeuas hon div vro da ur vro hepken.

Padal, ret eo deoc'h gouzout un dra a-zivout ar feur-uvnanin-se: no oa ket, diganecp, un diell a sujidigezh. Biskoazh n'ho'e'us hon sloubet - dalc'hit sonj mat - evel m'ho'e'us aloubet an Iwerzhonis hag ar Gembreiz. Ar gevredigezh a runka bezan ur gevredigezh dieub ha kevatal, ha biskoazh n'ho'e'us nemet gwelout Bro-Skos lamet diganti he brientoù mouezhian, na dent da vezan, evel n'eo dent, ur men rannvro enoret eus Bro-Saos.

Anat eo e tegasas an unvaniezh-se da Vro-Skos un dilacakted en hac'h aferioù, un dilacakted n'ho'ea anavezet marse a-raok. Ken enat all eo en hon eus, diouz hon tu, ho skoasellet kals, gant galloud hol luoz da gentan, evit sevel ha seran ar vrasan hag ar binvidikan impalaeriezh a vro a holl viskoazh. Ha neuze, marv eo breman an impalaeriezh-se. Evel impaleriezh, ne badas ket hir : war-dro an hanter eus padelezh impalaeriezh Roma. Marteze e sonjfet, evel na sonj kals ac'hanecp, eo an impaleriezh-se, dreist-holl, a grouas hag a skores ac'hanecp, Breizhveuris. Hiziv, c'hwid eo dreist-holl, ar Saczon, na lakn da Vreizhveuris. Al lod muiac ac'hanecp, aman e Bro-Skos, em lakn da Skonis. Setu parak eo omp eno'ous mui-cush-mui eus ar walleguzh a c'hoazanvas hor bro a-hed ar c'hantvedoù. Diskar uheldirioù Bro-Skos hag an Inizi, reusoidigezh ha pscourtes kar chlaschu, ar gwirioù a eil renk a badomp dindan ur sekretour Stad - gra-peg-tra anezhan - ur walleguzh anezhi na vije biskoazh bet aotret ha pa vije Bro-Skos un direigezh saez.

Met pe laz deoc'h ? Evidomp-ni, c'hwid car, kudennoù dreist-talvoud eo. Evidoc'h-c'hwid, kudennoù a dro-gromm n'eo kan.

Evit an holl abegoù-se, hag evit mour a hini all, a fell dimp hor bout en-dro hor gouarnamant disp-ni, evel m'ho'e'us bet atav hol lezennoù disp-ni, hor reishiad kentelien disp-ni, hor c'hraves disp-ni. C'hwid avat, Saczon, hag e aotren a rafet? Pennec esperoc'h, c'hwid car, evit mirout ho perc'hentizioù betek pal, hag en tu all sken. Pa grog ur bobl gant ul luskad evit em sieubin diganecp'h, a sellit euzh ar gudenn da gentan evel pa vije ur farmadenn; da c'houde, pa veizit ez eo grisias, em stagit neuze. Dalc'hit sonj eus trevadennoù Amerika, eus Iwerzhon, eus India, eus Kiprenez, eus Kenia, eus Aden, evit ober anv eus un nebeut re

hepken. Pa lavaras Winston Churchill ne aotrefe biken, hag en bev, na tishfe India he disalc'hted, e komas, evel ma rae alies, a-d-rall, en anv hogos an holl Saczon.

Evel-reizh, dalc'htad hoc'h eus roet abegoù toull evit diaklerian e ranke stad an traoù chos digann. An abeg kentan, hag an toullan hini, eo n'eman ket ar vro a fell deahi bezan dieub - Bro-Skos breman - gouest d'e vezan; hep skor strizh ar vrasvred enez, amezoc'h, a vije gourdeus a sienez, a freuz, ha gwashoc'h c'hoazh. Ur vejeran veur n'eo ken an holl draoù-se, a gredit emni c'hwid hoc'h-aman, hag hoc'h eus laknet euzhpenn, siwash, Skonis zo da gredin emni. Ne glemmit ket e labouramp gwashoc'h, eo omp nebeutoc'h ijimus, nebeutoc'h dilu egodoc'h? Ha pa n'en klemmit ket, na vije nemet un hars a virje euzhimp a gvaout an tu d'em sieubin diganecp'h; na vijemp sot a-walc'h evit mouezhidagan ur ouarnamant ken diarboll, ken foullbeuz, ken koufen ha ken dic'houest hag ar gouarnamantoù hoc'h eus bet abent e Westminster e-pad an dek vloaz diwezhan-man. C'hoarvezet a c'hoarvezo, na gav ket din en hor bo ur ouarnamant eus ar seurt.

Hoc'h eil arguzenn zo n'ho'e'us den gouest da sevel ur ouarnamant ! Mignoned kor, hor bro eo a c'hannas tud evel Matt ha Bell, Dunlop ha Macadam, Lister ha Fleming, ha Simpson ha Macintosh, ha Baird; hor bro eo a roas da Vreizh-Veur c'hwec'h tevesag er c'hantved-man; anavezet eo hor c'helennerion, hor mision, hor c'halvesourion er bed a-bezh. Ha c'hwid da voutanall n'ho'e'us den abet gouest da sevel ur ouarnamant !

Ho tiwezhan arguzenn, ha, diwar wel, ar c'handeroc'huan hini eus an deir anezhe, zo e vije ur c'hwad war gil, eman ar bed hiet war-zu an unanennoù bras euzh bras - neket war-zu ar re viliann - eo erlec'hiet diwar vrasan an etrevroadelouriezh euzh ar vroadelouriezh. A-du, evit arvezioù zo, evel ar gwerzh hag an difonnerzh, dedennus eo an etrevroadelouriezh, ha hetas euzhpenn; gwir eo avat eo eo un den bennak seul dic'halloudeoc'h ha dizonetoc'h m'eman pelloc'h diouz andonid ar galloud e ren warnan. Neuze, seul vrasoc'h an unanenn, seul bouezoc'h e rankje bezan an emrenerezh a-barzh an unanenn-se. Resplavar n'eo ket an etrevroadelouriezh hag ar vroadelouriezh, kenglok na lavaran ket. Ent-wir, diasozet eo an etrevroadelouriezh war ar vroadelouriezh.

N'eo ket nevez al luskad war-zu an emrenerezh; hogosik holl strolladoù an embererezh e Westminster, e-pad ar c'hantved-man, e deus gouennet an emrenerezh evit Bro-Skos, ha da c'houde, ur wezh gouezet ar galloud gante, e deus nac'het e aotren. Sonj hoc'h eus marteze : ugent vloaz zo hepken, euzhpenn d'ou viliz a Skonis a sinas ur c'houlemdad evit an emrenerezh. Edo ar galloud neuze gant ar strollad Labour : he diannout a reas. Pa zeuas ar galloud gant ar Virourion, d'ou vloaz da c'houde, he diannout a rejont ivez. Ar pezh zo nevez en enev eo e luskad. En abeg da se, he teurvezet aotren din, p'ho kuitan, da ginnig deoc'h div brederiadenn :

Da gentan, ne gav ket dim e ve an emrenerezh ul laryentes da vezan lezet gant, en enep, un h'frezh eo a rankamp gouenn groms. Da'n eil, evel ma c'hoarvez gant alies anezoc'h, diweztaoc'h eo, kals diweztaoc'h, eget n'an kredit.

Ludobhaig CINNEIDIGH.

ASPECTS DU PROBLEME NOIR

LE DERACINEMENT CULTUREL.

Dans un récent numéro de BRETAGNE ACTION, LE NACOUR établissait un parallèle entre la situation de la Bretagne et celle de la Guyane. Dans "Le Monde" du 28.8.70, Jean LACOUTURE la compare implicitement avec celle des Antilles dans ce simple titre : "Comment peut-on être Antillais", parodiant le titre du dernier ouvrage de notre regretté MORVAN LEBESQUE. Et le cas des Antilles est peut-être plus proche encore du cas de la Bretagne que celui de la Guyane en ce sens qu'il y existe une nette réaction libératrice. Réaction qui n'est pas sans rappeler celle du "Black Power" aux Etats-Unis.

la france contre les antilles.

Les Antilles sont la patrie de Frantz FANON : son livre est devenu la bible des Black panthers. A la suite de celui-ci apparaît une revendication qui dépasse le simple stade de la lutte contre "l'imposition culturelle" pour atteindre celui du combat racial. A tel point que les disques enregistrés lors d'une conférence d'un professeur de philosophie antillais intitulée "Conscience de race, conscience de classe, conscience nationale" ont été saisis en vertu des textes interdisant l'expression du racisme. J. LACOUTURE conclut : "à s'en tenir aux dispositions de la loi, il semble en effet que le professeur guadeloupéen recourait à des arguments qui ont, en d'autres circonstances, conduit au pire. Mais ce geste, dont les attendus juridiques sont peut-être solides, manifeste un état d'esprit singulier".

Effectivement, l'antiracisme du Préfet français le conduit à imposer une culture blanche à des non-blancs. L'homme antillais est "condamné de vivre dans un environnement culturel et politique dont toutes les étiquettes décalent les réalités. "Peaux noires, masques blancs", le livre de FANON garde toute sa force décapante. Mais, depuis vingt ans qu'il a été écrit, ce n'est pas seulement l'histoire qui a bougé : les données biologiques aussi. Un médecin antillais, revenant pour la première fois à la Martinique, y trouvait les peaux plus noires. L'intrusion biologique blanche a diminué. La vitalité noire s'accroît". (1)

Parallèlement à cette augmentation de la proportion de sang noir, les Antillais se sentent de plus en plus attirés par les mouvements de la négritude et du Black Power, auxquels on peut donc rapprocher leur combat.

un apartheid noir.

Pour bien comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de reprendre l'évolution des rapports entre les noirs et les blancs aux Etats-Unis.

Longtemps, les communautés blanches et noires des U.S.A. restèrent séparées. C'était l'époque de la ségrégation. Puis les idées au pouvoir évoluèrent en faveur de l'intégration, et on aboutit notamment à un arrêt de la Cour Suprême interdisant la ségrégation (en 1954). Plus récemment, la déségrégation devient obligatoire dans certaines régions du Sud : Blancs et Noirs habitant des quartiers distincts, cette mesure exige le transfert d'écoliers Noirs dans les écoles des quartiers blancs et inversement, ce qui ne va pas sans heurt. Les dispositions qui devaient être favorables aux Noirs ne les enthousiasment pas. Cependant, devant les résistances rencontrées, M. NIXON a décidé de faire machine arrière et de s'en tenir aux écoles de quartier... c'est-à-dire à une ségrégation de fait.

Cette ségrégation, les noirs la voient à présent d'un oeil différent. L'intégration n'est plus réclamée que par une minorité d'entre eux, la majorité de ses partisans étant des intellectuels de gauche blancs. La majorité des Noirs préfère vivre en communauté. Certains commerçants noirs ont ainsi fait fortune en persuadant leurs frères de race de se fournir chez eux plutôt que dans les magasins blancs. Il existe de véritables villes uniquement noires (Harlem, Newark, ...). "L'intégration raciale - et pas seulement à l'école - est rejetée aujourd'hui par un nombre grandissant de Noirs qui préfèrent les communautés de couleur plutôt qu'un mélange : ils craignent que le mélange ne les désavantage en les mettant en compétition directe et ouverte avec les Blancs. D'autant que les Noirs considèrent qu'ils auraient le contrôle de ces communautés". (2)

C'est la revendication du Black Power, selon le slogan de Stokely CARMICHAEL : "J'entends par Black Power que le Noir, non le Blanc, doit être propriétaire de Harlem, comme les Chinois possèdent Chinatown à New York. Le Noir doit avoir, à lui, ses restaurants, ses banques, ses maisons. Un délinquant noir doit être jugé par un juge noir. Le Noir ne veut pas l'intégration" ; telle est la définition donnée par Floyd McKissick, avocat marxisant, directeur du Congress of Racial Equality (C O R E) favorable au Black Power. (3) En somme, un "développement séparé avec des chances égales pour tous", comme on dit à Salisbury ou à Prétoria.

La revendication culturelle est bien entendu très posée. Le programme du C O R E prévoit "l'enseignement du Seshili (langue véhiculaire en Afrique Orientale) dans les ghettos américains, le développement de cités et communautés noires, un centre d'art et de culture nègres à New-York ... Bref, la ségrégation à rebours". (4) A l'université Howard, 88 % des étudiants sont noirs, comme le président, le Dr MARRITT. Celui-ci est opposant à subir l'hostilité de ses élèves : "le Dr MARRITT et ses collègues vivent-ils comme des Noirs ? Non ! Donc ils ne sont pas aptes à diriger une université noire" (4). Les robes africaines, les colliers, les amulettes, les cheveux longs crépés, la musique noire font fureur.

des différences "raciales" ?

A ce retour vers la culture noire et au rejet de la culture blanche qui l'accompagne s'ajoute une troublante constatation : les "programmes d'éducation compensatoires", destinés à corriger les effets du milieu sur les enfants des ghettos noirs ou des réserves d'indiens mais programmes établis par des Blancs, ont un échec total, ce que le président NIXON a lui-même reconnu (5). On peut également remarquer l'inefficacité des systèmes scolaires du Tiers-Monde, souvent calqués sur les systèmes occidentaux.

Ici intervient une étude publiée au début de 1969 dans la "Harvard Educational Review" par le Dr JENSEN. Celui-ci constatait que les Noirs obtenaient en moyenne 15 points de moins que les Blancs aux tests de mesure du Q.I. (quotient intellectuel). Cette différence ne pouvait être attribuée à l'influence du milieu, puisque les Indiens, plus défavorisés que les Noirs, obtenaient cependant de meilleurs résultats. Elle devait donc sans doute être attribuée à une différence génétique, c'est-à-dire une différence héréditaire, une différence raciale.

Pourquoi les Noirs réussissent-ils moins bien les tests ? "Parce qu'ils sont moins intelligents ? Certainement pas, répond le Dr JENSEN. Simplement parce que leur intelligence est d'une autre nature structurale" (6). Ainsi, les Noirs ont-ils de meilleurs résultats que les Blancs dans certaines épreuves, notamment aux tests de mémorisation. Si leurs résultats d'ensemble sont moins bons que ceux des Blancs, c'est précisément que les tests (comme les programmes scolaires) sont établis par des Blancs, selon les valeurs intellectuelles blanches. Un jeune Noir de l'Université d'Illinois qui croyait à tort critiquer ainsi JENSEN s'écria un jour : "j'aimerais que vous me laissiez préparer les tests et que l'on m'amène tous ces Blancs dans mon école pour qu'ils les embaissent. Ce serait à moi de leur dire qu'ils sont "inférieurs". Pourquoi, au lieu de nous faire passer vos tests et entrer dans vos universités comme des Blancs, n'existe-t-il pas, dans les facultés, de cours tenant compte des différentes cultures de ce pays ? (5)

Race et culture ont des rapports évidents. Aux hypothèses de JENSEN selon lesquelles le cerveau des Noirs est peu apte au raisonnement abstrait répondent les affirmations de SENGHOR, promoteur de la "négritude", selon qui le monde noir a apporté à la civilisation "une sensibilité profonde, s'accompagnant d'une réactivité immédiate...; une puissance d'émotion conduisant à l'assimilation intuitive de l'objet, du monde extérieur; cette raison intuitive s'oppose à la raison discursive du Blanc-Européen, à l'analyse objective et conceptuelle qui interpose un écran entre l'homme et le monde extérieur. Le Noir procède par induction et intuition, les autres par analyse et déduction. Il a, de plus, le don du symbole, de l'image et du rythme, et un sens exceptionnel de la communion, de la solidarité avec le groupe." (7)

conclusion.

Les Noirs ont une culture différente de la notre. Leur intelligence ne leur permet pas de réussir dans la notre. L'assimilation est une destruction. Le phénomène impérialiste n'est pas la ségrégation, mais l'intégration qui vise à détruire une culture pour en imposer une autre. Les Noirs U.S. luttent pour affirmer leur originalité. En cela leur combat ressemble au notre (Bien qu'on ne puisse guère parler de différences raciales entre Français et Bretons). Cette originalité ne sera protégée que le jour où ils obtiendront la faculté, garantie par la loi, de créer des communautés séparées du droit des communautés blanches. Que l'on nomme cela Black Power ou Apartheid, seul le nom change, le fait reste le même; il n'est pas considéré du même côté, voilà tout.

Mais, attention, ne soyons tout de même pas trop favorables aux thèses des Noirs : leur attitude est nettement haineuse envers les Blancs. A Fort de France, on pouvait lire cette inscription : "quand je marche en Europe, s'il neige, je marche sur du blanc" (1). Les dirigeants noirs n'admettent même pas les Blancs qui leur sont favorables. Ils les accusent de raisonner de façon différente (encore une question de structure mentale). Eldridge CLEAVER disait à leur sujet : "bien qu'ils se prétendent d'authentiques révolutionnaires, certains Blancs ont apparemment beaucoup de difficultés à se joindre à nous. Nous refusons de collaborer avec la majorité des organisations blanches, car leurs réactions fondamentales sont de nature raciste" (8). Et le sommet de la haine est atteint par STOKELY CARMICHAEL : "nous brûlerons la civilisation occidentale" !

Voici ce qui doit nous arrêter : la civilisation occidentale, c'est tout de même la notre. Nous ne devons pas avoir honte de notre langue et de nos moeurs. Nous le payons cher. Nous n'avons plus honte d'être Bretons, n'ayons pas non plus honte d'être Blancs. "On nous a taxés de racistes et nous avons à cœur de prouver que nous ne le sommes pas. Aussi cultivons-nous un racisme contre nous-mêmes avec une ardeur de néophytes", dit Maurice TOESGA, et il dit vrai. (9). Pourtant l'antiraciste n'est-il pas pire que le raciste ? Au nom d'une prétendue similitude de tous les hommes, il cherche à détruire l'originalité de chacun. Il serait pourtant si simple d'admettre : "je suis moi, tu es toi, il est lui"; d'être soi-même ...

E. FLOCH -

- (1) - Jean LACOUTURE, "Comment peut-on être Antillais ?" Le Monde 26.8.70
- (2) - P. HOPFETTER, "Les Noirs refusent la compétition scolaire" Le Monde 6.10.69
- (3) - P. HOPFETTER, "Les Noirs américains..." Le Spectacle du Monde 9.70
- (4) - E. de MASSY "L'Amérique noire répudie la civilisation blanche" Le Spectacle du Monde 10.68
- (5) - John NEARY "Sur un thème racial inquiétant" Le Spectacle du Monde 3.70
- (6) - A. de BENOIT "Interprétation scolaire et psychologie raciale" Nouvelle Revue 31.8.68
- (7) - Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE, Entretien avec Léopold SENGHOR, Le Monde 13.9.70
- (8) - Alain BOUC Rencontre avec Eldridge CLEAVER, Le Monde 13.9.70
- (9) - Maurice TOESGA "Le rouge et le noir", Le Figaro 27.8.70

ECHOS - ECHOS - ECHOS - ECHOS - ECHOS

BZH

RENNES : Septembre 1970 a vu l'ouverture du premier hyper-marché rennais, MONTRIAL. Pour l'instant, de taille modeste (3 500 m²), il sera porté à plus de 15 000 m² dès que ses promoteurs obtiendront les autorisations administratives nécessaires. Cette réalisation est le fruit d'une association de "l'Economie Bretonne" (Landernau) avec le groupe canadien Montréal.

Au printemps 1971 est prévue l'ouverture du centre commercial régional ALMA : plus de 50 000 m² en bordure de la Rocade Sud. Il comprendra un super-marché "MARMOUTH" ("l'Economie de Rennes" et "Docks de France"), un grand magasin "Primavera" (groupe Printemps-Prisunic), 60 commerçants indépendants, un garden-center, un motel...

Retardée depuis deux ans faute de permis de construire, la construction du "Record-Bretagne" (35 000 m²) sera achevée pour la rentrée 71. Cet hyper-marché, situé à Chartris-de-Bretagne, rassemblera dans un groupement d'intérêt économique le grand magasin DEGRÉ de Nantes et une quarantaine de commerçants rennais.

L'actuelle municipalité rennaise a multiplié les pressions auprès du Ministère de l'Équipement pour empêcher cette implantation ; d'une part pour favoriser sa propre réalisation qui est le centre ALMA et d'autre part pour ne pas s'alliéner avant mars 1971 les électeurs que sont les petits commerçants.

MOULAIS : M. Georges PERUS, président de la coopérative UNICOPA (900 millions de francs de chiffre d'affaires, 20 000 adhérents, 2 000 salariés) voudrait que les paysans bretons deviennent des industriels de l'élevage en se lançant dans la déshydratation de l'herbe. Ce procédé permet d'obtenir un rendement cinq fois supérieur à la méthode traditionnelle.

PÊCHE : La crise de la pêche bretonne peut se résumer dans le rapport qui suit : en 1956, l'Océan Atlantique fournissait seize fois plus de sardines que la Méditerranée. En 1970 la Méditerranée en a fourni deux fois plus que l'Atlantique. Quant aux prix, ils ne sont pas en faveur de la Bretagne ; le Kg de sardines se paie 0,45 F au Maroc, 1,10 F sur la côte méditerranéenne, et 2 F dans un port breton. Cette évolution paraît irréversible. En 1950, 400 bateaux bretons armaient pour la pêche à la sardine, aujourd'hui, ils ne sont plus que 90.

.../...

RENNES : Pour 1969, les dépenses totales du Centre Hospitalier Régional (Hôtel-Dieu, Pontchaillou) se sont montées à 14 milliards 800 millions A. F. On voit mal la somme équivalente figurer en recettes.

Le C. H. R. étant resté deux ans sans payer ses cotisations, avait une ardoise plutôt chargée à l'URSSAF. Après transaction, la caisse a accepté de réduire considérablement la facture.

Autre exemple de gestion administrative, l'Hôpital Psychiatrique départemental (ST-MEEN). Son compte d'exploitation 1969 fait apparaître de nombreuses bizarreries. Par exemple les honoraires d'un expert-géomètre se sont montés à 960 000 A. F. pour un relevé topographique de l'hôpital...!

COMMERCE : Le solde des créations et des suppressions de commerces en Bretagne depuis 1960 fait ressortir une faible diminution pour les Côtes-du-Nord et la Loire-Atlantique. Quant à eux, le Finistère, le Morbihan et l'Ille-et-Vilaine ont connu une forte régression du nombre des commerces ; respectivement : -785, -437, -842.

LAIT : Les "quatre" départements bretons (région-programme) ont produit 29,5 millions d'hectolitres en 1968 contre 23 millions en 1964, soit une augmentation de plus de 26 % en quatre ans.

Pour le paysan breton, le lait s'avère être une production mal rémunérée. Le petit nombre d'usines de traitement et la confection de produits laitiers d'un d'un médiocre rapport en sont la cause.

NANTES : La grande presse a beaucoup parlé de l'escroquerie dont ont été victimes les travailleurs bretons de la part de la société allemande INTERBAU. Elle a préféré laisser dans l'ombre le rôle néfaste joué par l'ANEP, agent recruteur de l'INTERBAU. L'Agence Nationale pour l'emploi, créée en 1967 est chargée d'appliquer ce fameux principe de la mobilité de la main d'œuvre cher au gouvernement. Et paraît qu'il doit assurer le plein emploi..

SAINTE-BRIEUC : L'entreprise BIE de Trémuson occupe la 4ème place dans la fabrication hexagonale de caravanes SIVAS. Créée de toutes pièces, il y a une dizaine d'années, cette entreprise s'est avérée l'une des plus dynamiques dans un secteur où l'individualisme a dû faire face à des groupes industriels de grande importance ; tel Caravelair, filiale de Sud-Aviation. Les petites entreprises qui font preuve de créativité et de dynamisme ont la possibilité de se hisser au tout premier rang.

RENNES : Une assistance attentive et nombreuse a suivi la projection-débat que Roman Caerléon a donné à la S. C. G. du Grand Cordel sur le thème "Cent ans de concertation Bretonne".

VOCATION TOURISTIQUE

OU SUICIDE
ECONOMIQUE ?

L'été est déjà loin et on ne pense plus guère aux vacances ; mais les destructeurs de nos sites vont profiter du calme de l'hiver pour élaborer des projets, monter des opérations financières, élever jusque sur nos plages leurs immondes constructions de bétons, soucieux uniquement de leur profit immédiat, sacrifiant au culte de l'immobilier ce vers quoi les vacances devraient permettre de retourner : la nature. Les attaques contre ce patrimoine sont incessantes, notre lutte doit faire de même.

LA COTE D'AMOUR DEFIGURÉE.

La Baie, plus belle plage d'Europe, dit-on. Un des meilleurs climats du monde, affirment certains médecins, études scientifiques à l'appui. Après une saison bien remplie, la plage ne paraît plus tout à fait aussi belle que les prospectus publicitaires veulent bien le dire. Le sable imprégné de crasse, de sueur et de crème à bronzer a pris une teinte inquiétante. La quantité de détritus que l'on y voit justifie bien le titre de Sav Breizh n° 10 : "Vacances Françaises : les papiers gras pour les bretons". Le front de mer est d'ores et déjà gâché par les immeubles impersonnels qui y ont été élevés. Et, bien que les appartements se vendent difficilement depuis quelques temps, un grand projet est à l'étude. Une partie du boulevard de mer, proche du centre commerçant de l'avenue du Gal de Gaulle (1), est en effet restée indemne d'immeubles jusqu'à ce jour du fait d'une servitude d'alignement. Mais les villas de ce quartier devraient prochainement être abattues en vue de la construction d'un grand ensemble. Se greffe là-dessus une assez vilaine histoire de rivalités entre notaires et entre promoteurs. Bref, ce qui pouvait rester de charme à la principale station de la Côte d'Amour semble condamné à plus ou moins long terme.

Quant à son merveilleux micro-climat, il n'est pas certain qu'il soit hors d'atteinte : on l'attribue généralement aux marais-salants de l'arrière pays. Or, ces marais-salants, n'étant plus rentables, sont peu à peu abandonnés par les paludiers et rachetés puis comblés pour permettre la construction de villas. Si bien que pour loger les vacanciers avides de profiter du micro-climat, on détruit ce même micro-climat ! Un mouvement de défense se fait heureusement jour, et l'on peut espérer qu'il sera aussi efficace que celui qui

.../...

parvint l'an dernier à empêcher la construction d'un port de plaisance à Pornichet.

Derrière les marais-salants, la Grande Brière paraît, elle, devoir être préservée. Cette région marécageuse très pittoresque est en effet devenue parc régional. Les Briérons, qui s'étaient un moment opposés à cette mesure (notamment pour une question de droit de chasse), ayant finalement accepté un accord. Mais pour quelques kilomètres carrés protégés, que de sites irrémédiablement saccagés ; et ce au profit des touristes plus que des populations locales...

NOTRE PAYS AU SACCAGE !

Si je me suis un peu étendu sur le cas de La Baie, c'est qu'il me semble préfigurer tragiquement ce que devraient devenir rapidement les zones de loisirs bretonnes : des camps de concentration pour loisirs stérilisés. Sarcelles-sur-Mer, marée grise de béton, nouveau mur de l'Atlantique, ces expressions imagées ne dépeignent que trop bien la situation.

Sur toute la côte bretonne est en danger. Ainsi que le dit Françoise Monier (en agrandissant généreusement la Bretagne) : "de la pointe de Penmarc'h à l'estuaire de la Gironde, si les Chambres de commerce, les promoteurs et les municipalités en avaient les moyens, la côte serait bordée d'un nouveau mur de l'Atlantique" (1). De tous côtés, notre terre est saccagée. A Pornic, on comble plusieurs hectares en bordure de mer pour permettre la construction d'un port de plaisance. Près du Croizic, on s'apprête à construire une "marina" sur les bords du "traict", jusqu'ici préservé. Au bourg de Batz va être édifié un village "typiquement breton", constitué de "maisons de pêcheurs" (2). A Fouesnant, c'est encore un port qui devrait déparier le paysage. Dans la presqu'île de Rhuys, un autre port, avec ville de 10 000 habitants à la clé. L'Aber Wrach, malgré la réticence des communes avoisinantes, devrait bientôt être abîmé par une "marina". Mais c'est à Camaret, plus exactement au Toulinguet que l'on atteint les sommets de la déraison : la presqu'île serait reculée, parait-il, plus accueillante par un décor d'immeubles en béton pouvant recevoir 30 000 personnes et par de vastes parkings gagnés sur les dunes" (2).

Même les îles ne sont pas épargnées : "les négociations entreprises depuis plusieurs années, sans beaucoup de vigueur par les pouvoirs publics pour arracher aux Hoedicais l'"autorisation" de leur construire un port viennent à peine d'aboutir. Ils n'étaient pas hostiles au projet d'aménagement de l'anse de l'Argol, ils refusaient seulement de céder en contre-partie des terrains communaux (5 hectares) sur lesquels on leur proposait de construire des villas" (3).

Car un port sans ensemble résidentiel n'est pas rentable, voilà bien le drame. Chaque commune du littoral désire un port, mais bien peu acceptent de se voir envahies. Les promoteurs ont alors recouru au procédé fort bien décrit par Serge Broberger (4) : on propose à la commune un port gratuit, avec tous les avantages que cela représente ; proposition acceptée dans l'enthousiasme. On annonce les travaux, puis on annonce qu'il va falloir construire un ensemble immobilier et souvent

.../...

un centre commercial sur un terre-plein gagné sur la mer. "Les riverains menacés de perdre leur vue imprenable s'inquiètent... Les commerçants s'émeuvent de la concurrence du centre marchand. La commission des sites peut aussi être un obstacle. Et pourtant le projet progresse de façon inexorable. A partir du stade où il y a eu un commencement d'exécution, il prend une dynamique qui fait que l'on ne discute plus le projet globalement mais seulement des points de détail" (4).

ARRETEZ LE MASSACRE!

On s'en aperçoit aisément, les N. L. M. constituent bel et bien un suicide en enlaissant les sites de leur implantation. Mais ils ne sont pas le seul élément du suicide de notre tourisme. "La laideur des constructions est rarement due pour l'instant à des opérations de grande envergure. Plutôt à la monotonie des lotissements qui découpent les terrains en tranches" (1). Les lotissements ont en effet fleuri un peu partout depuis quelques années. Ils ne sont pas toujours heureusement réalisés. Mais les bidonvilles de vacances ne sont pas plus esthétiques. Trop de sites sont gâchés par une prolifération de cabanes de planches, par des villas laides et banales. D'un autre côté, les domaines privés, s'ils respectent la nature, empêchent la majorité d'en profiter. Ils sont généralement rejetés pour des raisons de morale.

La voiture est également un élément majeur de ce suicide. De grands parkings défigurent la plupart de nos points de vue célèbres.

Mais plus grave que la laideur est l'agitation permanente des périodes touristiques. Quand on découvre un endroit agréable et calme, on s'empresse d'en faire profiter le plus de monde possible, et l'endroit n'est bientôt plus ni agréable ni calme. Sans doute y a-t-il trop d'hommes.

Et qui dit hommes dit pollution. On se rappelle l'affaire des plages polluées qui sévissait en mai-juin dernier. Danger ou pas ? La contre-verse s'était peu à peu éteinte avec l'intérêt du public sans qu'aucune réponse définitive ait pu être apportée. On pouvait se reporter sur les paroles rassurantes du Professeur BIELLE : "je puis dire qu'actuellement il n'y a pas de risques de toxicité, et en tous cas beaucoup moins que dans les villes polluées par les vapeurs d'essence et les conséquences de l'industrialisation... Je ne suis pas inquiet pour les côtes de Bretagne" (5). Mais d'autres scientifiques avaient des critères plus sévères : "il y a pollution du littoral dès qu'on sentis un air déversé directement ses épaules en mer, et ce déversement direct est la règle tout le long des côtes. D'autre part, l'auto-épuration est un mythe. Elle n'a pas le temps d'agir sur un grand site de plage. Elle ne peut se faire qu'à quelques centaines de mètres, voire à quelques kilomètres de la côte. Les phénomènes d'auto-épuration naturels sont aujourd'hui souvent étouffés car la pollution est trop grande" (6).

.../...

C'est là encore un aspect du suicide du tourisme : les stations agréables reçoivent beaucoup de touristes, qui polluent en proportion, ce qui enlève son agrément à la station... On peut retenir cette remarque du Préfet des Pays de Loire (une fois n'est pas coutume) : "Les communes touristiques, par une politique d'accueil audacieuse, peuvent en réalité aller à contre-courant et altérer les atouts qui faisaient leur caractère attractif. C'est bien souvent le sort de cette industrie qu'est le tourisme d'aller à sa perte en consacrant sa matière première". (7)

LA BRETAGNE AUX BRETONS...

A ces inconvénients que connaissent toutes les régions touristiques, s'ajoutent des problèmes plus particuliers à la Bretagne. Au premier rang de ceux-ci, on trouve celui de la perversion de notre folklore : "Les fêtes folkloriques, nées du besoin d'affirmer la personnalité bretonne, ont été dévergonnées par le tourisme et deviennent de simples kermesses dont le seul objectif est de faire de l'argent." (8) Le folklore perd ainsi sa signification. Il était l'expression d'un peuple ; peut-être après tout l'est-il encore dans sa décadence actuelle ?... On assiste en tout cas à une nette stérilisation : le folklore "tombera très vite dans un formalisme d'où sera exclue toute création. N'est-ce pas par exemple ce qui va se passer dans le parc d'Armorique ? Dans cette réserve "typiquement bretonne", le breton va participer à sa propre "aliénation culturelle" en se donnant en spectacle pour les besoins d'une civilisation des loisirs" (8).

Ce que l'on considère parfois au sein du mouvement breton comme un embryon de renaissance ne me paraît pas une solution valable. On commence à dénoncer l'oppression qui règne sur la Bretagne en utilisant des genres réservés à une expression artistique. Ces œuvres constituent des tentatives sympathiques mais vouées à l'échec. Leur didactisme est beaucoup trop lourd. Elles sont pensées et non senties, intellectuelles plus qu'artistiques. Elles sont donc faussées dès le début, et il s'en dégage une impression désagréable. Les poètes ne devraient pas se mêler des affaires de la Cité. Cette nouvelle forme de folklore, tout en reconstituant une réaction saine, risque d'achever ce qui reste de notre folklore ancien style. De toutes façons, le folklore, en tant qu'expression d'une communauté sera éternellement et fatalement détruit par la présence d'étrangers trop nombreux, surtout s'ils sont spectateurs et non participants. Pour préserver notre folklore, il faut en écarter les touristes. C'est à dire que le choix doit se faire entre la Bretagne et son tourisme.

A côté de la question folklorique, il y a aussi le problème des loirs des Bretons. Notre côte appartient aux Français, où iront-ils ? Une remarque de J. RAHRAUD devrait porter à réflexion : "actuellement, beaucoup d'états riches en étendues touristiques, mais peu développées industriellement font commerce de leur sol comme d'une matière première. Nombre de leurs sites deviennent de véritables esclaves étrangers parfois même protégées par des barbelés. Qu'arrivera-t-il lorsque les niveaux de vie de ces nations s'étant notablement élevés, leurs ressortissants seront à leur tour pris de la fièvre de consommation ? Il est probable que leur premier mouvement sera de récupérer leurs terres dont les occupants auront

cloués au pilori du néo-colonialisme" (9). Mais outre le fait que nous ne sommes pas du tout sûrs de parvenir à faire de la Bretagne un Etat, ce procédé ressemble un peu trop à une escroquerie. Mieux vaut préserver notre avenir dès aujourd'hui : un tien vaut mieux que deux tu l'auras !

En dernier lieu, il convient de rejeter le tourisme parce que la "vocation touristique" de la Bretagne risque de constituer un anesthésiant supplémentaire. L'exemple du Languedoc-Roussillon doit nous rester en mémoire, ainsi que ce qu'en disait M. CHALANDON : "C'est diminuer les chances de développement du Languedoc-Roussillon que d'axer sa vocation uniquement sur le tourisme. On doit y envisager parallèlement, pour la prospérité future des populations, un développement industriel qui leur rapportera encore plus que le tourisme". Le tourisme rapportera d'ailleurs assez peu : contre des emplois saisonniers, c'est à dire suffisants trois mois par an mais pas plus, nous devons donner notre terre, notre tranquillité et souvent notre être profond. C'est payer cher. Nous ne voulons pas payer. Nous voulons tout sans contrepartie. C'est bien notre tour.

M. LE STRIZ

- 1 - François Monier : "La Bretagne menacée de laidur", L'Express 15. 6. 70
- 2 - Rolf Lemaine : "Aberrants Projets...", Le Figaro 8. 70
- 3 - J-P Quelin : "Hoëdic : une île en suris de ras égarés", Le Monde 2. 8. 70
- 4 - Serge Bromberger : "La marée grise qui menace nos côtes", Le Figaro 18. 4. 69
- 5 - Interview par J-P Cressard, Le Figaro, 15. 4. 70
- 6 - Jean Creiser : "Pollution des plages..." Le Figaro 19. 5. 70
- 7 - Pays de Loire, Lettre d'Information n° 12, avril 1970
- 8 - François Ollivier "Faut-il tuer le folklore breton ?" Le Monde 1. 7. 70
- 9 - Jean Barraud "Faudra-t-il nationaliser l'espace-loisirs ?" Le Figaro 17. 7. 70
- 10 - J. Roudaut "Non au tourisme de luxe", le Peuple Breton n° 81.

RENNES : en haut lieu, on n'a pas du tout apprécié les propos tenus par Roman Caerléon à la MJC du Grand Cordel. Le directeur s'est fait taper sur les doigts et ses collègues rennais ont reçu une mise en garde. A l'origine de l'histoire, le rapport affolé d'un jeune inspecteur RG, plein de zèle et de foi, où il est question "d'atteinte à l'intégrité du territoire et à la sûreté de l'Etat".

QUIBERON : Le sénateur-maire GOLVAN, l'homme qui écrit à Chaban-Delmas pour se plaindre de la partialité de France-Inter en matière de météo, fait encore des siennes. Ce très respectable élu UDR est en effet président de la SARMAOR, une de ces sociétés qui se préoccupent beaucoup de "l'équipement touristique" de la Bretagne. En l'occurrence, les promoteurs de cette société s'intéressent à la Presqu'île de Rhuy. Le processus est bien connu, avec la complicité active des notables, on exproprie les terres, on chasse les paysans et on construit pour les touristes du 16°.

Le tout pour le plus grand bien de la Bretagne évidemment. Malheureusement pour l'homme GOLVAN, "le Peuple Breton" (n° 82) dénonça ce nouveau scandale. En réponse, le président de la SARMAOR intente un procès en diffamation au journal de l'UDR.

EMGLIV AN TILGEZHIOU
30 leurgêr al Lisoù
e ROAZHON

En Emvod Lanuon
d'ar Sul 25 Here 70

d'an Ao. Ao. Eskibien a Vro-Buskadi:(I)
Aotrou 'n Eskob ...

Mantret omp tegemer doareoù a Vro-Buskadi. Bac'het ez eus bet tud hag o deus stourmet da c'hounit d'o c'henvroiz ar gwir da vezaf ha da chom Buskadiz.

E Breizh eo c'hoarvezet kement-se ivez, neves'oc, Ouzh - penn 60 a dud a zo bet bac'het. Stourmet o doa ouzh doareoù gouarnamant Paris da c'hounit d'o c'henvroiz ar gwir da vezaf ha da chom Brezhoned.

Daoust m'o deus klasket gant doareoù taer, ar Vrezhoned-mañ, ober da c'houarnamant-kreiz Paris Kemaf iramedurioù ar Stad int bet lezet da vont en o frankiz ha da zistreiñ da vezañ gant o zud en o Bro.

Tamallet ez eus bet ouzh hor mignoned a Vro Buskadi bezañ kaset da vat taolioù taer pe daeroc'h a-enep gouarnamant-kreiz Madrid.

"Den ne da da glask trabas ouzh e amezeg pe vez etrus gant e dud ha dienkreiz e kefever amzer da cont e vugale". Ha c'hoarvez gant tud'zo sevel krenn a-enep d'an doareoù bevañ a glasker o lakaat da zegemer, eo, sur-mat, dre n'en em santont ket en o aez nag en'o frankiz gant an doareoù-mañ, ha ne gavont ket e vez graet justiz en o c'hefever.

"Pa vez terzhien e vez kleved" a lavar furnezh ar Bobl. "Gwelloc'h distañ ar derzhien ha pareañ ar c'hleved eget lazhañ ar c'hlevedour".

(I) lizher euskarek ha latin da heul.

EN BREF

RENNES : le meeting de soutien aux Basques emprisonnés organisé par EBW (Emsav ar Bobl Vrezhon) à la salle de la Cité a connu un franc succès. Plus de 300 personnes ont écouté un militant d'ETA expliquer le combat d'Euskadi.

PRESSE BRETONNE : SAO BREIZH journal cesse de paraître. En février sortira SAO BREIZH revue qui se propose "de réfléchir sur les fondements du combat avant d'entreprendre une autre action" et de "fournir aux Bretons l'instrument politique d'étude et de formation qui leur fait défaut".

FLQ : "la Nation Bretonne" de novembre arbore une manchette sensationnelle : "du FLB au FLQ". Notre prochain numéro comportera une étude "à froid" du problème québécois.

SAINT-BRIEUC : on raconte que Mlle Marie-Madeleine Dienesch, sous-ministre de quelque chose, se présenterait aux municipales contre le maire PSU sortant, Yves Le Poll. On dit aussi que Michel Rocard, secrétaire national du PSU, figurerait sur la liste de la municipalité sortante.

PROCES : François Gourmelon, responsable GDA de Saint-Basme, vient d'être condamné à 1500 F d'amende et à 2000 F de dommages et intérêts pour "entrave à la liberté des enchères". A la tête d'une centaine de paysan, il s'était opposé à la vente aux enchères d'une exploitation agricole.

BRETAGNE ACTION

a besoin
de votre
abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : Prénom :

Adresse :
.....

désire s'abonner à "Bretagne-Action".

ABONNEMENT A PARTIR DE 10 FRANCS - CCP 2636-I7 Rennes

BRETAGNE ACTION

|| UNE PENSEE
|| LOGIQUE ET COHERENTE.